

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes, le 11 avril 1990, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant le droit des sociétés dans le cadre de l'organisation transparente du marché des entreprises et des offres publiques d'acquisition", et en ayant délibéré en ses séances des 21 mai, 28 mai, 18 juin, 25 juin, 2 juillet et 9 juillet 1990, a donné le 9 juillet 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 11 april 1990 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Middenstand verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het vennootschapsrecht in het kader van een doorzichtige organisatie van de markt van de ondernemingen en van de openbare overnameaanbiedingen", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 21 mei, 28 mei, 18 juni, 25 juni, 2 juli en 9 juli 1990, en op 9 juli 1990 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Plusieurs dispositions de la loi en projet utilisent les termes de "société filiale" ou de "filiale", mais sans en donner la définition : l'alinéa 1er du nouveau texte de l'article 29, § 6, des lois coordonnées du 30 novembre 1935 sur les sociétés commerciales (article 1er du projet); la nouvelle phrase qui complète l'article 34bis, § 3, alinéa 2, des mêmes lois (article 3, 2E, du projet), le nouvel article 52sexies, § 2, alinéa 4 (article 9 du projet) et le nouvel article 52septies, § 1er, alinéa 1er (article 10 du projet).

Les articles 1er et 10 du projet précisent cependant que l'expression "société filiale" est employée "au sens de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises et de ses arrêtés d'exécution".

Mais la loi du 17 juillet 1975 ne donne pas de définition de la filiale; les articles 1er et 10 du projet renvoient, en réalité, au chapitre II, rubrique IV.A, d'une annexe de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises. Selon le délégué du ministre, l'auteur du projet a voulu unifier la terminologie en matière de sociétés, mais n'a pas cité l'annexe en question parce qu'elle était jointe à un arrêté royal qui peut être modifié à tout moment sans que la loi elle-même soit modifiée.

Il est, cependant, à noter que ce que définit l'annexe de l'arrêté royal du 8 octobre 1976, ce ne sont pas les filiales des sociétés, et plus particulièrement des sociétés anonymes,

.../...

mais les filiales des entreprises; or, une entreprise appartenant à une personne physique peut avoir une filiale.

Il appartient au Gouvernement d'apprécier si la définition empruntée à l'annexe précitée convient pour l'application adéquate du texte en projet.

Dans l'affirmative, il conviendrait, en conséquence, d'insérer dans les lois coordonnées du 30 novembre 1935 une définition de la société filiale, reprenant les termes du chapitre III, rubrique IV.A, de l'annexe de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 (Moniteur belge 19 octobre 1976, p. 13.495).

De plus, on peut se demander si les présomptions auxquelles il est recouru dans cette annexe peuvent être utiles en vue de l'application des dispositions de la loi en projet.

II. Le projet soumis à la section de législation est une loi modificative. Il convient donc de lui donner, selon l'usage, l'intitulé suivant : "Loi du ... modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935".

En outre, il faut, dans une loi modificative, placer les dispositions en suivant strictement l'ordre des articles des lois coordonnées que le projet tend à modifier.

S'il est justifié, dans un exposé des motifs, de regrouper les explications fournies autour de quelques grandes subdivisions, il n'en va pas de même pour le dispositif. La division du chapitre Ier du projet en neuf sections est d'autant plus condamnable qu'elle conduit, notamment, à scinder en deux

.../...

articles les modifications de l'article 41, ou encore de l'article 204 des lois coordonnées.

L'ordre des articles du projet devra donc être revu, ce qui fournira en outre l'occasion de modifier la numérotation de l'article 4bis, l'insertion d'articles bis, ter ... n'étant admissible que s'il s'agit d'insérer de nouvelles dispositions dans le texte d'une loi ou d'un arrêté royal, et d'attribuer un numéro à la disposition insérant des articles 62bis, ter, quater et quinquies, dans les lois coordonnées.

III. La manière dont les dispositions de la loi en projet sont rédigées a pour conséquence que les articles des lois coordonnées sur les sociétés commerciales sont divisés en paragraphes particulièrement longs, eux-mêmes divisés en alinéas, de telle sorte que leur lecture en devient très malaisée.

Il conviendrait qu'à l'occasion d'une coordination, la rédaction des textes soit simplifiée.

EXAMEN DU TEXTE.

Dispositif.

Article 1er.

Article 29, § 6.

Dans la phrase liminaire, il faut ajouter : "(30 novembre 1935), modifié par la loi du 5 décembre 1984, est remplacé ...".

.../...

Pour rendre le texte de l'article 29, § 6, en projet plus clair, il convient d'inverser l'ordre des alinéas 2 et 3.

Article 2.

Article 33bis.

1. La technique légistique utilisée pour modifier l'article 33bis est trop compliquée. Il se recommande de remplacer purement et simplement tout l'article puisqu'à l'exception du paragraphe 1er, il n'y a pas un alinéa qui ne change de place.

Dans l'article 33bis, § 2, alinéa 1er, en projet, il est contraire à l'usage de souligner une partie du dispositif et d'écrire dans le texte néerlandais "10 %". On écrira dix pour cent.

Cette dernière observation concernant la mention "10 %" vaut pour l'ensemble de la loi en projet.

2. L'article 33bis, § 2, alinéa 1er, en projet dispose :

"Cette autorisation ne peut être accordée pour des augmentations de capital à réaliser par des apports ne consistant pas en numéraire à effectuer, à titre principal, par un ou plusieurs actionnaires de la société ...".

.../...

Les mots "à titre principal" ne sont pas clairs et le commentaire qui leur est consacré dans l'exposé des motifs n'en améliore guère la compréhension.

Il y a lieu d'écrire :

"Cette autorisation ne peut ... à réaliser principalement par des apports ne consistant pas en numéraire, à effectuer par un ou plusieurs actionnaires ...".

3. Dans le paragraphe 3 nouveau, le moment à partir duquel les pouvoirs du conseil d'administration sont restreints à la suite d'une offre publique d'acquisition est un moment important.

La référence au paragraphe 3 à la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition ainsi que ses arrêtés d'exécution ne constitue pas une référence utile pour fixer le moment à partir duquel les pouvoirs du conseil d'administration sont restreints. Le texte doit, dès lors, préciser ce moment.

4. A l'article 33bis, § 3, 3E, la seconde phrase commençant par "toutefois ..." devrait former un second alinéa de ce paragraphe. A la fin de ce second alinéa, il faut écrire, en français, "visée au présent paragraphe".

.../...

5. Au début du paragraphe 4 nouveau, il y a lieu d'écrire, en français :

"§ 4. Le paragraphe 3 ne porte pas préjudice :".

Au paragraphe 4 nouveau, 1E, le mot "engagements" doit être plus explicite, compte tenu que, dans l'exposé des motifs, il est, notamment, question d'engagements conditionnels futurs devant être conformes aux dispositions de la loi en projet relatives aux émissions de titres donnant accès à terme à des titres de capital.

6. En vertu de l'article 33bis, § 2, alinéa 2, dans son texte actuel, l'autorisation donnée par l'assemblée générale au conseil d'administration de procéder à une augmentation du capital social "n'est valable que pour cinq ans à dater de la publication de l'acte constitutif ou de la modification des statuts".

En revanche, l'article 33bis, § 4, 2E, en projet dispose que les règles énoncées au paragraphe 3 ne portent pas préjudice notamment aux augmentations de capital pour lesquelles le conseil d'administration a été expressément et préalablement habilité par une assemblée générale, statuant comme en matière de modification des statuts, tenue trois ans au maximum avant la réception de la communication susvisée.

La manière dont ce dernier texte en projet est rédigé pourrait donner à penser qu'il contredit l'article 33bis, § 2, alinéa 2, actuel, en prévoyant un délai plus court que celui de cinq ans.

.../...

En réalité, il n'en est rien. Le délai prévu dans le nouveau paragraphe 4 de l'article 33bis en projet est fixé à trois ans parce que l'hypothèse envisagée est celle où le conseil d'administration est amené à décider une augmentation de capital alors qu'une procédure d'offre publique d'acquisition est en cours.

Il reste, néanmoins, que le texte de l'article en projet doit être mieux rédigé de façon à supprimer toute ambiguïté.

En conclusion, il convient de revoir tout l'article 2 du projet.

Article 3.

Article 34bis.

L'article 3 apporte six modifications à l'article 34bis des lois coordonnées; ces modifications devraient être numérotées 1E, 2E, 3E etc. au lieu de 1, 2, 3, etc.

Le 1), devenant 1E, devrait être rédigé comme suit :

"1EAu § 1er, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1er et 2".

.../...

Contrairement à ce que la présentation dactylographique du 1E pourrait donner à penser, le texte à insérer après l'alinéa 1er ne doit former qu'un seul alinéa. L'alinéa 2 du texte actuel (qui subsiste) devient donc l'alinéa 3.

Le 2), devenant 2E, devrait être rédigé comme suit :

"2E Au § 3, l'alinéa 2 est complété comme suit : ".

Le 2E ajoute une phrase à l'alinéa 2 de l'article 34bis, § 3. Il semble que l'intention de l'auteur du projet serait mieux rendue par le texte suivant : "Le conseil ne peut limiter ou supprimer ce droit pour favoriser une ou plusieurs personnes déterminées ... (la suite comme au projet)" (1).

Pour les modifications au paragraphe 4 contenues au 3) et au 4), il serait de meilleure technique législative de procéder au remplacement du paragraphe 4 en entier, introduit comme suit :

"3E Le § 4 est remplacé par la disposition suivante : ".

Le déplacement de l'ancien paragraphe 5, devenant le paragraphe 6, est une technique à déconseiller et qui peut être évitée en faisant du paragraphe à insérer un paragraphe 4bis.

Le 5), devenant 4E, serait alors mieux rédigé comme suit :

(1) Rectification proposée avec l'accord du délégué du ministre.

.../...

"4E Il est inséré un § 4bis, rédigé comme suit : ".

Le 5), devenant 4E, ajoute un paragraphe 5, devenant le paragraphe 4bis, à l'article 34bis.

La phrase introductive de ce paragraphe rendrait mieux l'intention de l'auteur du projet si elle était rédigée comme suit :

"§ 4bis. Quand le droit de préférence est limité ou supprimé pour favoriser une ou plusieurs personnes déterminées qui ne sont pas membres du personnel de la société ou d'une de ses filiales, les conditions suivantes doivent être respectées :

1E ..., 2E..., 3E ...".

Au 2E, les termes "d'une bourse de fonds publics et de change du royaume" doivent être adaptés en recourant à la terminologie utilisée dans le projet de loi relative aux opérations financières et aux marchés financiers (2).

L'alinéa intercalé entre le 2E et le 3E devrait former un second alinéa dont le début serait rédigé comme suit : "Pour les sociétés autres que celles visées à l'alinéa 1er, 2E, le prix d'émission ... (la suite comme au projet)".

Le 6) devient sans objet.

(2) Rectification proposée avec l'accord du délégué du ministre.

.../...

Articles 4 et 13 (devenant
l'article 4).

Article 41.

Il y aura lieu de réunir en un seul article, devenant l'article 4 du projet, les modifications à apporter à l'article 41 des lois coordonnées et qui se trouvent aux articles 4 et 13 du projet.

Il faut lire dans la phrase liminaire à la troisième ligne : "10 novembre 1953".

Comme le texte de l'article 41 ainsi modifié serait fort long, il est proposé de le diviser en deux paragraphes : le paragraphe 1er comprendrait les alinéas 1er à 6 du texte actuel, et le nouvel alinéa prévu à l'article 13; et le paragraphe 2, les trois nouveaux alinéas prévus par l'article 4.

Le début du texte néerlandais du premier de ces alinéas, devenant l'alinéa 1er du paragraphe 2 de l'article 41 en projet, devrait être complété pour être mis en concordance avec le début du texte français : celui-ci fait, en effet, mention "des actions, des droits de souscription et des obligations convertibles" alors que le texte néerlandais ne vise que les actions (aandelen). Dans les deux textes, il faut compléter la seconde phrase en intercalant les mots "des droits de souscription et des obligations convertibles" entre les mots "l'incessibilité des actions" et les mots "soit prolongée" (3).

(3) Correction proposée avec l'accord du délégué du ministre.

.../...

A l'article 41, § 2, alinéa 1er, en projet, il y a lieu de remplacer, à l'avant-dernière ligne, les mots "la proposition" par les mots "l'invitation".

A l'article 41, § 2, alinéa 3, in fine, il y a deux discordances entre le texte français et le texte néerlandais.

Dans le texte français, il est question de la "communication", dans le texte néerlandais de "neerlegging van ... mededeling"; en outre, le texte français se réfère à l'alinéa 2, le texte néerlandais, à l'article 2.

Il est proposé d'écrire : "avant la date de la réception de la communication visée à l'alinéa 2".

Si les termes de la loi en projet répondaient à une intention particulière du Gouvernement, il conviendrait, dans ce cas, d'expliquer les raisons pour lesquelles est visée non la réception, mais le dépôt de la communication.

Article 4bis (devenant
l'article 5).

Article 47.

L'article 4bis doit devenir l'article 5, parce que l'insertion d'articles "bis" n'est admissible que quand il faut insérer une nouvelle disposition dans le texte d'une loi ou d'un arrêté existants.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

.../...

ST.

- -

L. 19.816/2.

"Art. 5. A l'article 47 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois des 30 juin 1961 et 24 mars 1978 ...".

.../...

Le 2E doit être rédigé comme suit :

"2E il est complété par l'alinéa suivant :

"S'ils sont représentatifs d'apports en numéraire, les titres ou parts bénéficiaires doivent être entièrement libérés lors de la souscription et sont immédiatement négociables. L'article 29bis, alinéas 5 à 7, est d'application".

Article 5 (devenant l'article 6).

Article 49.

1. Il vaudrait mieux utiliser l'article 48 abrogé par la même loi du 30 juin 1961, ce qui permettrait d'utiliser ultérieurement, si c'est nécessaire, l'article 49.

2. En français, il faut écrire : "§ 1er".

3. La phrase introductive du paragraphe 2 serait mieux rédigée comme suit :

"§ 2. Nonobstant toute disposition contraire des statuts, les porteurs de ces actions sans droit de vote peuvent néanmoins exercer ce droit de vote dans les conditions prévues par l'article 74 et dans les cas suivants : ".

.../...

Au paragraphe 2, 2E et 5E, mieux vaut écrire : "2E celui prévu à ...; 5E celui où, pour ...".

Le texte néerlandais du même paragraphe, 3E et 4E, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

On peut lire dans le commentaire consacré à l'article 5 du projet (page 37) :

"Les porteurs d'actions sans droit de vote ne sont associés aux décisions de l'assemblée générale des actionnaires que lorsque celles-ci influent directement sur leur droit et pour autant que les dividendes privilégiés auxquels ils ont vocation soient payés".

Dans l'article 49, § 2, 5E, en projet on peut lire :

"5Edans le cas où, pour quelque cause que ce soit, les dividendes privilégiés et récupérables n'ont pas été entièrement mis en paiement durant trois exercices successifs".

Il y a une évidente discordance entre le passage précité de l'exposé des motifs et le texte même de l'article 49, § 2, 5E en projet.

Le commentaire doit être revu pour le mettre en concordance avec le texte en projet.

Au paragraphe 2, 5E, il y a lieu, en outre, de faire de la deuxième phrase un alinéa distinct.

.../...

Enfin, il convient de grouper en un paragraphe 3 les alinéas 2 à 5 du paragraphe 2 afin d'assurer une présentation plus claire de l'article 49, § 2, en projet.

Le dernier alinéa du paragraphe 2, devenant l'alinéa 4 du paragraphe 3, serait, en français, mieux rédigé comme suit :

"... les actionnaires peuvent en être informés par lettre recommandée".

Article 6 (devenant l'article 7).

Article 52bis.

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire :

"... des mêmes lois coordonnées, inséré par la loi du 5 décembre 1984, sont apportées ...".

Les 1E, 2E et 3E, modifiant le paragraphe 1er de l'article 52bis, doivent former un 1E reprenant les dispositions, non modifiées du même paragraphe et rédigé comme suit :

"1ELe § 1er est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Une société anonyme ne peut acquérir ... prévues à l'article 70bis.

La décision de l'assemblée générale est publiée conformément à l'article 10. Toutefois, les statuts peuvent

.../...

prévoir qu'une décision de l'assemblée n'est pas requise lorsque l'acquisition d'actions propres est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent. Cette autorisation n'est valable que pour trois ans à dater de la publication de l'acte constitutif ou de la modification des statuts; elle est prorogeable par l'assemblée générale, pour des termes identiques, dans les conditions requises pour la modification des statuts.

L'assemblée ou les statuts fixent notamment le nombre maximum d'actions ... et maximales.

Lorsque la société ... n'est pas requise.

L'acquisition ne peut ... conditions suivantes :

1E ...

2E ...

3E ...

4E ...

Les sociétés dont les actions sont admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs située dans un Etat membre de la Communauté européenne peuvent acheter leurs propres actions en bourse, sans qu'une offre d'acquisition doive être faite aux actionnaires.

Les actions ou parts ... du tribunal de commerce"".

La phrase liminaire du 4E (devenant 2E) doit être rédigée comme suit :

.../...

"2E Le § 3 est remplacé par la disposition suivante : ".

L'alinéa 1er doit être rédigé comme suit :

"Les actions achetées doivent être distribuées au personnel dans un délai de douze mois à compter de leur acquisition".

Le début de l'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit : "Si les droits aux dividendes ...".

Au 5E, devenant 3E, il faut écrire :

"3E Au § 4, alinéa 1er, les mots ...".

Le 6E, devenant 4E, doit être rédigé comme suit :

"4E Il est inséré un § 7, rédigé comme suit :".

Au paragraphe 7, alinéa 1er, en projet, il y a lieu d'omettre le mot "économique" dans le texte français.

Le paragraphe 7, alinéa 2, en projet serait mieux rédigé comme suit :

"La Commission bancaire vérifie la conformité des opérations de rachat avec la décision de l'assemblée générale; elle rend public son avis si elle estime qu'elles n'y sont pas conformes".

.../...

Article 7 (devenant l'article 8).Article 52ter, § 2.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 8. A l'article 52ter, § 2, des mêmes lois coordonnées, inséré par la loi du 5 décembre 1984, l'alinéa ...".

A l'alinéa nouveau, il y a lieu d'omettre les mots "non plus"; en effet, il n'est pas nécessaire pour énoncer la règle d'établir un lien avec l'alinéa 1er.

Article 8 (devenant l'article 9).Article 52quinquies.

Dans la mesure où l'article 8 utilise la notion de "contrôle direct ou indirect de droit ou de fait au sens de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises et ses arrêtés d'exécution", il y a lieu de se référer à l'observation générale nE I.

Le paragraphe 1er de l'article 52quinquies en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 52quinquies. § 1er. Les filiales et sous-filiales ne peuvent posséder ensemble des actions ou parts bénéficiaires de leur société mère représentant plus de dix pour cent des voix attachées à l'ensemble des titres émis par ladite société mère".

.../...

Il suit de ce qui précède que l'alinéa 2 du même paragraphe 1er doit être rédigé comme suit :

"Lorsque la société mère est propriétaire d'actions ... émis par celle-ci, il est tenu ... de titres possédés par cette société dans le capital de la société mère".

Le paragraphe 2 de l'article 52quinquies en projet serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. La société qui est filiale ou sous-filiale d'une autre société notifie à celle-ci le montant des participations directes ou indirectes dans son capital ainsi que les variations de ce montant".

La fin du paragraphe 4 de l'article 52quinquies serait mieux rédigée comme suit : ", mais pour le compte de la société filiale ou sous-filiale".

Article 9 (devenant l'article 10).

Article 52sexies, §1er.

L'article 52sexies, § 1er, prévoit que :

"Il ne peut y avoir entre deux sociétés dont l'une au moins a son siège social en Belgique et est constituée sous la forme de société anonyme, de détentions réciproques d'actions ...".

.../...

Il résulte de ce texte que l'hypothèse envisagée est celle de participations réciproques entre deux sociétés dont l'une revêt la forme de société anonyme. Le texte est muet quant à la forme de l'autre société. Il convient que l'auteur du projet précise, dans le texte même, s'il entend exiger que cette société revête une forme déterminée.

Sous cette réserve, l'article 52sexies, § 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Deux sociétés dont l'une au moins est une société anonyme dont le siège social est en Belgique ne peuvent pas être dans une situation telle que chacune soit propriétaire d'actions ou de parts représentant plus de dix pour cent des voix attachées à l'ensemble des titres émis par l'autre.

Article 52sexies, § 2.

A l'article 52sexies, § 2, alinéa 1er, il y a lieu d'écrire, aux quatrième et douzième lignes du texte français : "... d'une société qui représentent plus de dix pour cent des voix attachées à l'ensemble ...".

Le début de l'alinéa 2 du paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit : "Lorsque la quotité des droits de vote attachés aux actions ...".

L'alinéa 5 du paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit : "Pour l'application du présent article, il n'est pas tenu compte des limitations apportées au droit de vote par les articles 52bis, § 3, 75, alinéa 2, et 76".

.../...

Article 52sexies, § 4.

L'article 52sexies, § 4, prévoit que :

"Les actions acquises en méconnaissance du § 3 doivent être aliénées dans un délai d'un an, à compter de cette méconnaissance, sauf accord entre les parties de se conformer autrement au § 1er avant l'expiration du délai d'un an".

Ce texte est en contradiction avec l'explication fournie dans l'exposé des motifs et, plus particulièrement, dans le commentaire consacré à l'article 52sexies, § 4, qui énonce que (p. 57, dernier alinéa) :

"A défaut d'accord, c'est la société dont la participation est la moins élevée qui doit obligatoirement procéder à l'aliénation d'une quantité de titres telle que sa participation descende au-dessus de 10 %".

Il résulte des explications fournies par le fonctionnaire délégué que c'est, en réalité, la société qui, ayant acquis des titres, aura provoqué par cette acquisition l'excédent par rapport à la limite légale qui, après en avoir reçu notification, devra aliéner les parts excédentaires.

C'est d'ailleurs ce qui résulte du commentaire figurant à la page 58, alinéa 1er, de l'exposé des motifs.

Il faut revoir le commentaire de l'article 52sexies, § 4, pour remédier à la discordance qui s'y trouve.

.../...

Article 10 (devenant l'article 11).

Article 52septies, § 1er.

Suivant l'article 52septies, § 1er, alinéa 2, en projet, le principe de l'augmentation de capital par l'émission d'actions en faveur des membres du personnel fait l'objet d'une concertation au sein du conseil d'entreprise.

Le commentaire consacré à l'article 10 (p. 59) contient ce qui suit :

"Le principe du recours à ce type d'augmentation de capital doit faire l'objet d'une consultation avec le conseil d'entreprise au sens de l'arrêté royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir au conseil d'entreprise".

Il semble bien qu'il y ait entre le texte de l'article 10 du projet et le texte du commentaire une discordance à laquelle il faut remédier.

D'autre part, il y a lieu d'écrire :

"- § 1er, dans le texte français;
- 20 %, en toutes lettres".

La même remarque vaut pour le paragraphe 2, 4E.

A l'article 52septies, § 1er, alinéa 4, il y a lieu d'écrire à la première phrase :

"... dans les conditions visées au paragraphe 2 sont obligatoirement nominatives".

.../...

La seconde phrase doit être complétée par le paragraphe 3, alinéa 1er.

Le texte ainsi complété serait rédigé comme suit :

"Elles sont incessibles pendant cinq ans à partir du jour de la souscription sauf licenciement ou mise à la retraite de l'intéressé, décès ou invalidité de celui-ci ou de son conjoint".

Suivant l'explication fournie par le délégué du ministre, l'invalidité est celle prévue dans la législation sociale, soit 66 pour cent. Cette précision doit figurer dans le texte.

Article 52septies, § 2.

A la fin de la phrase liminaire de l'article 52septies, § 2, il faut remplacer le mot "certaines" par le mot "les", les conditions énoncées devant toutes être respectées.

Le paragraphe 2, 1E, serait mieux rédigé comme suit :

"1El'ancienneté qui sera exigée des membres du personnel pour bénéficier de l'émission et qui ne peut être ni inférieure à six mois ni supérieure à trois ans, à la date de l'ouverture de la souscription;"

Au paragraphe 2, 3E, on écrira : "de leurs titres, ce délai ne pouvant ...".

.../...

Au paragraphe 2, 4E, il faut faire de la seconde phrase commençant par les mots "Pour les autres sociétés, ..." un alinéa distinct.

Article 11 (devenant l'article 12).

Article 60.

Au paragraphe 1er, alinéa 2, l'auteur du projet devrait préciser si la seule présence de l'administrateur dans le conseil d'administration de plusieurs autres sociétés que ces opérations concernent est soumise aux conditions prévues dans le paragraphe 1er, alinéa 1er.

Suivant les explications données par le délégué du ministre au sujet du paragraphe 2, la nullité peut être demandée dans l'un ou l'autre cas. Le Conseil d'Etat s'interroge toutefois sur l'insécurité juridique à laquelle un pareil système peut conduire. A cet égard, la solution adoptée par la loi française du 24 juillet 1966, en son article 105, paraît de loin préférable à celle qui a été choisie par l'auteur du projet. Cet article dispose comme suit :

"Art. 105. Sans préjudice de la responsabilité de l'administrateur ou du directeur général intéressé, les conventions visées à l'article 101 et conclues sans autorisation préalable du conseil d'administration peuvent être annulées si elles ont eu des conséquences dommageables pour la société".

.../...

Au paragraphe 3, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas dans quelle hypothèse les administrateurs seraient tenus de réparer le préjudice subi par les tiers.

Ces observations concernant chacun des trois paragraphes de l'article en projet, il n'est pas fait de proposition de texte.

Le texte de l'article en projet doit être revu.

Article 12 (devenant l'article 13)
et article 14 nouveau.

Il y a lieu d'écrire à la phrase liminaire de l'article 12 (devenant l'article 13) : "... est remplacé par les dispositions suivantes :".

Article 62.

L'alinéa 2 de l'article 62 en projet prévoit que les administrateurs sont solidairement responsables en cas d'infractions aux dispositions relatives aux sociétés commerciales, aux statuts ainsi qu'au livre III du Code de commerce.

Cette disposition est nouvelle par rapport à la disposition existante en ce qu'elle vise les infractions au livre III du Code de commerce. Il faut, dès lors, que l'auteur du projet se préoccupe de déterminer le champ d'application de cette disposition par rapport à celui de l'article 63ter relatif à l'action en comblement du passif social en cas de faillite.

.../...

La fin de l'alinéa 2 serait mieux rédigée comme suit : "... du présent titre, du livre III du Code de commerce ou des statuts".

Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Il y a lieu de supprimer le liminaire entre l'article 62 en projet et l'article 62bis en projet.

L'article 62bis est inutile et doit être omis.

Les articles 62ter, 62quater et 62quinquies doivent être insérés dans les lois coordonnées sur les sociétés commerciales par un article 14 nouveau, l'article 14 du projet devenant 15, dont la phrase liminaire serait rédigée comme suit :

"Art. 14. Les dispositions suivantes sont insérées dans les mêmes lois entre l'article 66 et l'article 67 :

"Article 66bis (texte de l'article 62ter du projet).

Article 66ter (article 62quater du projet).

Article 66quater (article 62quinquies du projet)"".

Il y aurait lieu de revoir l'article 66 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales en ne réglant, dans cet article, que la seule responsabilité des commissaires.

.../...

Articles_62bis, 62ter, _62quater, 62quinquies.

Le projet vise à introduire - ou plus exactement, à réintroduire - en droit belge l'action sociale minoritaire.

Ceci aura pour effet de modifier la répartition des pouvoirs au sein de la société et d'accroître sensiblement la responsabilité des organes de celle-ci. En effet, alors que, précédemment, l'assemblée générale se prononçait seule sur la gestion des administrateurs et leur accordait ou non la décharge, dorénavant des actionnaires minoritaires ont également le pouvoir de se prononcer sur la gestion des administrateurs et de mettre en cause leur responsabilité. La décharge et le quitus n'ont plus pour effet de mettre les administrateurs à l'abri d'une action en responsabilité. Ils restent sous la menace d'une action sociale minoritaire. Si l'option prise par l'auteur du projet relève de son pouvoir d'appréciation, sa traduction dans les textes en projet n'est pas sans appeler un certain nombre de questions et aussi de critiques.

En ce qui concerne le paragraphe 1er de l'article 62ter en projet, il convient d'observer que le texte, tel qu'il est rédigé, n'exclut pas l'intentement de l'action sociale par plusieurs actionnaires ou groupes d'actionnaires répondant aux conditions prévues par la disposition examinée. Cette hypothèse est d'autant moins à exclure qu'il suffit d'un pourcent des voix attachées à l'ensemble des titres existant à la date de l'assemblée qui s'est prononcée sur la décharge, pour pouvoir intenter l'action sociale minoritaire.

.../...

Le paragraphe 1er, alinéa 1er, de l'article 62ter détermine l'importance de la minorité qui peut intenter l'action sociale. Il le fait de deux façons : la minorité peut représenter soit : 1 % des voix attachées à l'ensemble des titres, soit une fraction du capital égale à cinquante millions de francs.

Selon l'exposé des motifs (p. 71),

"Les actions privilégiées sans droit de vote doivent être traitées comme des actions ordinaires en cette matière : elles sont comptées à la fois pour déterminer le nombre total des voix, pour constater si le pourcent des voix est réuni ou pour calculer le montant minimum de capital détenu : les titulaires de ces actions ont donc le droit d'intenter l'action sociale et d'y participer".

Toutefois, le fait que les actions privilégiées sans droit de vote sont traitées comme des actions ordinaires ne résulte ni du texte de ce paragraphe 1er, alinéa 1er, ni du texte de l'article 49, § 2, en projet, qui énumère limitativement les cas exceptionnels dans lesquels un droit de vote est reconnu aux actions privilégiées.

Il convient que l'auteur du projet précise dans l'article 62ter, § 1er, comment les actions privilégiées seront prises en considération pour la détermination du pourcentage de voix requis pour exercer l'action sociale minoritaire.

Au paragraphe 1er, alinéa 2, il est notamment prévu que l'action minoritaire ne peut pas être intentée par ceux qui ont voté la décharge. Ni le projet, ni l'exposé des motifs ne précisent si ce sont les demandeurs qui auront la charge de prouver qu'ils ne l'ont pas votée ou les défendeurs celle

.../...

d'établir que certains des demandeurs l'ont votée. Mais ni les lois coordonnées ni davantage le projet n'imposent que le procès-verbal de l'assemblée précise, pour chaque votant, le vote qu'il a émis. Il y a là une lacune qui doit être comblée.

La difficulté paraît inextricable pour les petits porteurs de titre qui choisissent, comme le projet de loi les y autorise, de garder l'anonymat.

Il résulte du paragraphe 2 qu'il suffit que les conditions soient réunies au moment de l'assemblée générale qui s'est prononcée sur la décharge. A la limite, l'action sociale minoritaire pourrait être valablement poursuivie par un seul actionnaire. On peut craindre que, dans ces conditions, l'action sociale minoritaire ne soit détournée de sa finalité.

Non seulement, plusieurs actions sociales minoritaires peuvent être intentées simultanément ou successivement, mais elles peuvent également "coexister" avec l'action sociale majoritaire. Celle-ci peut, comme le prévoit l'exposé des motifs, être intentée postérieurement, lorsque la décharge a été obtenue frauduleusement, par exemple, ou antérieurement - le texte n'exclut nullement cette dernière hypothèse. On peut également concevoir qu'au lieu de tendre à la condamnation des administrateurs, l'action mue par la société représentée par la majorité de ses actionnaires, vise en fait à défendre ceux-ci contre l'action sociale minoritaire.

Si, théoriquement, les règles relatives à la connexité et au règlement de juges peuvent résoudre certaines difficultés, elles ne peuvent les résoudre toutes et le risque de confusion et de lenteur dans la procédure ne saurait être sous-estimé.

.../...

A l'alinéa 3 du paragraphe 2, l'hypothèse n'est pas envisagée où la transaction est conclue par les minoritaires.

En ce qui concerne l'article 62quater en projet, on observera que le texte de l'alinéa 1er ne concorde pas avec le commentaire de l'article (p. 72 de l'exposé des motifs). Selon le texte, la désignation d'un mandataire ad litem est facultative, selon le commentaire, elle est obligatoire.

Si cette désignation est facultative, il y a une contradiction apparente entre la désignation originelle qui nécessite l'unanimité des actionnaires et la désignation par le juge, en cas de révocation pour cause légitime, à l'initiative d'un seul actionnaire, laquelle désignation serait alors obligatoire pour tous.

Comment, par ailleurs, ce mandataire pourra-t-il, à tout moment, prouver que ses mandants sont détenteurs des titres qui étaient les leurs au moment de l'assemblée ayant voté la décharge ?

En conclusion, le texte des articles 62ter, 62quater et 62quinquies en projet doit être revu à la lumière des observations qui viennent d'être faites.

Article 15 (devenant
l'article 16).

Article 73.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

.../...

"Art. 16. L'article 73 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois des 1er décembre 1953 et 24 mars 1978 est complété par l'alinéa suivant :".

Article 16 (devenant l'article 17)
et article 18 nouveau.

Article 74.

L'article 16 devenant l'article 17 remplace l'article 74 des lois coordonnées par un nouveau texte. Le nouveau texte reprend cependant toutes les dispositions du texte actuel : l'alinéa 1er du texte actuel devient le paragraphe 1er, alinéa 1er; l'alinéa 2, le paragraphe 2, alinéa 1er; les alinéas 3, 4 et 5, les alinéas 1er, 2 et 3 du paragraphe 5. Mais il insère entre ces dispositions de nombreuses règles nouvelles relatives au vote par procuration et au vote par correspondance.

L'article 74 ainsi remanié est beaucoup trop long et donne une fâcheuse impression de désordre. Il serait, par conséquent, souhaitable de le diviser en deux articles - les articles 74 et 74bis - dont le texte sera, en partie, proposé ci-après.

Article 74, § 2.

L'alinéa 2 de l'article 74, § 2, en projet détermine les mentions que la procuration doit obligatoirement contenir

.../...

lorsqu'elle est donnée en vue de l'assemblée générale d'une société faisant appel public à l'épargne, mais ne dit pas quelle sera la sanction d'un manquement à ces prescriptions. La sanction normale serait l'interdiction pour le porteur d'une procuration irrégulière, de participer au vote. Si les autres formalités n'étaient pas remplies, la sanction devrait également être la nullité.

A l'alinéa 2, b, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas ce que l'auteur du projet entend par "la demande d'instruction" alors que, lorsqu'il s'agit d'une procuration, c'est le mandant qui donne ses instructions au mandataire et non pas le mandataire qui les demande.

La même observation vaut pour l'alinéa 2, c.

Il semble que, dans l'esprit de l'auteur du projet, la procuration soit rédigée par le mandataire et non par le mandant.

Il y a, dès lors, lieu de revoir la rédaction de l'alinéa 2.

Article 74, § 3.

.../...

Au 1E du paragraphe 3, il y a lieu d'écrire : "pour les assemblées successives ...".

Au 3E, quand une demande de procuration est publiée dans un ou plusieurs journaux, il s'agit d'une sollicitation publique de procuration. En revanche, quand la demande de procuration est faite par écrit, même à de très nombreux actionnaires, il s'agit d'une demande privée de procuration. La distinction est importante car le régime juridique varie selon que l'offre est publique ou non. Aussi, conviendrait-il de distinguer, dans le paragraphe 3, la demande privée de procuration et la sollicitation publique de procuration.

Il faut revoir ce paragraphe.

Au 4E, d), à la fin, les mots "doit figurer dans la demande" doivent être omis.

Les 5E, 6E et 7E doivent constituer des alinéas distincts du paragraphe 3.

Le 5E, devenant l'alinéa 2, doit être rédigé comme suit :

"Le mandataire peut s'écarter des instructions données par son mandant, soit en raison de circonstances inconnues au moment où les instructions ont été données, soit lorsque leur exécution risquerait de compromettre les intérêts du mandant. Le mandataire doit en informer son mandant".

Au 6E devenant l'alinéa 3, la fin serait mieux rédigée comme suit : "avant de rendre publique la sollicitation".

.../...

Quant au 7E, devenant l'alinéa 4, les précisions données au paragraphe 3, 3E, suffisent à indiquer ce qu'est une sollicitation publique. Au surplus, c'est à la loi et non au Roi de déterminer le caractère public d'une sollicitation.

Article 74, § 4.

Au paragraphe 4, alinéa 2, il ne peut être admis que celui qui s'abstient d'indiquer le sens dans lequel il faut voter soit présumé avoir choisi l'abstention.

Le formulaire doit contenir la mention suivant laquelle celui qui ne veut voter ni dans un sens ni dans un autre doit manifester explicitement sa volonté de s'abstenir.

L'alinéa 2 du paragraphe 4 doit être rédigé comme suit :

"Les formulaires dans lesquels ne seraient mentionnés ni le sens d'un vote ni l'abstention, sont nuls".

Article 74, § 5.

Au paragraphe 5, alinéa 3, il faut remplacer, dans le texte français, le futur par l'indicatif présent.

Le texte suivant est proposé pour l'article 16, devenant 17 :

"Art. 17. L'article 74 des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 10 novembre 1953 et par l'arrêté royal nE 26 du 31 octobre 1934, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 74. § 1er. - Les statuts déterminent les formalités à accomplir pour être admis à l'assemblée générale.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le droit de participer à l'assemblée générale d'une société ayant fait ou faisant publiquement appel à l'épargne, est subordonné soit à l'inscription de l'actionnaire sur le registre des actions nominatives, soit au dépôt des actions au porteur, aux lieux indiqués par l'avis de convocation sept jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale.

§ 2. Tous les actionnaires ayant droit de vote peuvent voter par eux-mêmes ou par procuration".

Pour la suite de l'article 74, aucun texte n'est proposé, des observations ayant été faites ci-dessus dont il y a lieu de tenir compte.

D'autre part, il est proposé d'insérer dans le projet un article 18 nouveau, qui se présenterait comme suit :

"Art. 18. Dans les mêmes lois coordonnées, il est inséré un article 74bis rédigé comme suit :

"Article 74bis. § 1er. Les statuts déterminent le mode de délibération de l'assemblée générale. En l'absence de dispositions statutaires, les nominations se font et les décisions se prennent d'après les règles ordinaires des assemblées délibérantes.

§ 2. Texte du paragraphe 5 de l'article 74 en projet sous réserve de l'observation faite ci-dessus.

§ 3. Texte du paragraphe 6 de l'article 74 en projet".

Article 17 (devenant l'article 19).

Article 74quater, alinéa 1er.

L'article 74 quater, alinéa 1er, innove par rapport aux lois antérieures en disposant que "l'exercice du droit de vote peut faire l'objet de conventions entre actionnaires". Mais, dans l'alinéa suivant, qui énumère trois restrictions à ce principe, il est dit, au 1E, que "sont nulles les conventions qui sont contraires aux dispositions du présent titre ou des statuts".

Se pose, dès lors, la question de savoir, si, dans les statuts, les actionnaires peuvent déroger, entièrement ou partiellement, au principe de la validité des conventions de vote inscrit dans l'alinéa 1er.

Suivant les explications fournies par le délégué du Ministre, l'alinéa 1er est impératif.

Article 74quater, alinéa 2.

1. Le Conseil d'Etat se demande si les cas de nullité visés à l'article 74quater, alinéa 2, en projet sont énumérés limitativement ou non. D'après le texte en projet, il semble bien qu'ils soient limitatifs.

A cet égard, il convient de ne pas perdre de vue que d'autres conventions que celles visées à l'alinéa 2 pourraient être contraires à l'intérêt social et, dès lors, échapperaient à la sanction prévue à cet alinéa si celui-ci devait être interprété restrictivement.

Toutefois, suivant le délégué du Ministre, il convient de remplacer au 1E les mots "ou des statuts" par les mots "ou à l'intérêt social".

Cette modification du texte permet d'écarter la réserve faite ci-dessus.

2. A l'article 74quater, alinéa 2, 2E, en projet, il est prévu que, notamment, sont nulles,

"les conventions par lesquelles un associé s'engage à voter conformément aux directives données par la société, par une société dont elle dépend, ou par une filiale ou encore par l'un des organes de ces sociétés;"

Tel que le texte est rédigé, on peut penser que cette intervention d'un organe ne se fait pas au nom de la société qu'il gère, mais en son nom personnel. Si telle est l'intention de l'auteur du projet, il convient de revoir le texte de façon à préciser en quelle qualité l'organe agit.

3. L'alinéa 2 de l'article 74quater en projet, reste en défaut de désigner les personnes qui peuvent demander la nullité de l'une des conventions visées aux 1E, 2E et 3E du même alinéa. On peut, en effet, se demander si ce sont les actionnaires, la société ou les tiers qui peuvent agir en nullité.

.../...

Il faut également préciser le régime de prescription qui s'appliquerait à cette action en nullité. Cette précision est d'autant plus nécessaire que si la convention est nulle, elle entraîne ipso facto la nullité du vote émis et, par voie de conséquence, la nullité de la décision de l'assemblée générale.

La même observation vaut pour le 3E.

Article 74quater, alinéa 3.

1. Quant aux conséquences de la nullité qui sont visées dans le dernier alinéa de l'article 74quater en projet, à savoir la nullité d'une convention entraîne la nullité des votes émis par l'assemblée générale et, dès lors, la nullité des décisions prises, elles sont particulièrement graves alors que la doctrine, jusqu'à ce jour, dans la mesure où elle admettait la nullité des conventions de vote, estimait que cette nullité ne devait pas retentir sur les décisions prises par l'assemblée générale.

Il conviendrait que l'auteur du projet mesure les conséquences du dernier alinéa de l'article 17 du projet avant d'en proposer l'adoption par le Parlement.

2. L'article 74quater, alinéa 3, 5e ligne, serait mieux rédigé comme suit :

"à moins qu'ils n'aient aucune incidence sur la validité du vote intervenu".

.../...

Article 18 (devenant
l'article 20).

Article 76.

L'article 18, alinéa 2, est une disposition transitoire et qui doit, dès lors, être transférée dans les dispositions finales.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Les dispositions des statuts reproduisant l'article 76 des mêmes lois cessent leurs effets deux ans ...".

Article 19 (devenant
l'article 21).

Il y a lieu d'écrire :

"Art. 21. Dans l'article 77 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois des 24 mars 1978 et 5 décembre 1984, les mots ...".

Article 20 (devenant
l'article 22).

Article 80.

.../...

Le liminaire de l'article 20 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 22. A l'article 80 des mêmes lois coordonnées, sont apportées les modifications suivantes :".

Les 1), 2) et 3) doivent être remplacés par 1E, 2E et 3E.

Le 1E serait mieux rédigé comme suit :

"1Eà l'alinéa 1er, modifié par la loi du 24 mars 1978, les mots "...";".

Le 2E serait mieux rédigé comme suit :

"2Eà l'alinéa 2, le 7E remplacé par la loi du 5 décembre 1984 est remplacé par la disposition suivante : "7E ...";".

Le 3E serait mieux rédigé comme suit :

"3El'alinéa 3 et les alinéas 4 et 5, modifiés par la loi du 5 décembre 1984, sont remplacés par les alinéas suivants : ...".

Le nouvel alinéa 3 doit être complété par les mots "17 juillet 1973".

Le nouvel alinéa 5 serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Il détermine à quelles conditions cette formalité peut s'effectuer autrement que par le dépôt de documents de papier".

Dans le nouvel alinéa 6 de l'article 80 en projet, le délai de deux jours ouvrables semble trop bref. En raison de l'ampleur des vérifications à faire par la Banque nationale de Belgique, il est suggéré d'allonger ce délai.

A l'alinéa 8 nouveau, deuxième phrase, il y a lieu d'écrire : "Les photocopies délivrées en exécution de l'article 177bis, plus d'un mois après que l'information susvisée a été donnée à la société, sont accompagnées des contrôles qui ont révélé que les comptes annuels comportent des erreurs, sauf si celles-ci ont été entre-temps corrigées.

Article 21 (devenant
l'article 23).

Article 80bis.

L'article 23 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 23. A l'article 80bis, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées, inséré par la loi du 5 décembre 1984 et modifié par la loi du 21 février 1985, les mots "au greffe" sont supprimés".

Articles 22 à 31 (devenant les arti-
cles 24 à 33).

.../...

Pour respecter l'ordre des articles des lois coordonnées, les articles 22 à 31 de la loi en projet devraient se suivre comme indiqué ci-dessous :

26, modifiant 101bis, devient 24
27, modifiant 101ter, devient 25
28, modifiant 101quater, devient 26
29, modifiant 101quinquies, devient 27
30, modifiant 101sexties, devient 28
22, modifiant 177bis, devient 29
23, modifiant 177ter, devient 30
24, modifiant 177quinquies, devient 31
31, modifiant 191, devient 32
25, modifiant 199, devient 33.

Article 22 (devenant
l'article 29).

Article 177bis.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 29. A l'article 177bis des mêmes lois coordonnées, inséré par la loi du 24 mars 1978, sont apportées les modifications suivantes :".

Les 1), 2), 3) doivent être remplacés par 1E, 2E, 3E.

Le 1E serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"1Eà l'alinéa 1er, les mots "en application de l'alinéa 3 du même article" sont remplacés à deux reprises par les mots "en application du même article";".

La phrase introductive du 2E serait mieux rédigée comme suit :

"2Eun alinéa 2, rédigé comme suit, est inséré dans le même article :".

Au 2) devenant 2E, il y a une discordance entre le texte français et le texte néerlandais.

Il faut, dans le texte français, écrire comme dans le texte néerlandais : "valent comme preuve des documents déposés".

Dans la deuxième phrase, il y a lieu d'écrire : "selon des modalités à déterminer par le Roi, des copies des documents visés à l'alinéa 1er, relatifs ...".

Au 3) devenant 3E, le texte suivant est proposé pour l'alinéa 3 :

"Les greffes des tribunaux de commerce obtiennent, à la demande, sans frais et sans retard, les copies visées aux alinéas 1er et 2"".

.../...

Article 23 (devenant l'article 30).

Article 177ter.

L'article 23 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 30. A l'article 177ter, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées, inséré par la loi du 24 mars 1978, les mots "en application de l'article 80, alinéa 3 et de l'alinéa 1er du présent article" sont remplacés par les mots "en application de l'article 80, alinéa 1er, et du présent article, alinéa 1er".

Article 24 (devenant l'article 31).

Article 177quinquies.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

.../...

"Art. 31. A l'article 177quinquies des mêmes lois coordonnées, inséré par la loi du 24 mars 1978, modifié par la loi du 5 décembre 1984, le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante : "§ 2 :".

C'est par erreur que la dernière phrase du texte en projet se trouve entre parenthèses. Celles-ci doivent être supprimées.

Article 25 (devenant l'article 33).

Article 199.

Les 1) et 2) doivent être remplacés par 1E et 2E, rédigés comme suit :

"1El'alinéa 2, modifié par les lois du 30 juin 1975 et du 24 mars 1978, est remplacé par l'alinéa suivant : "Toute société étrangère dont les titres sont inscrits à la cote officielle d'une bourse de commerce est tenue de déposer, au greffe du tribunal de commerce, ses actes, et, à la Banque nationale de Belgique, ses comptes annuels. Les titres des sociétés qui ne se conforment pas à ces obligations ne peuvent être maintenus à la cote";

2El'alinéa 3, inséré par la loi du 5 décembre 1984, est remplacé par la disposition suivante : "L'article 80, alinéas 2, 3, 4, 5, 6 et 7 est applicable".

.../...

ST.

- -

L. 19.816/2.

Article 26 (devenant l'article 24).

Article 101bis.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 24. A l'article 101bis des mêmes lois coordonnées, y inséré par la loi du 23 juillet 1962 et modifié par la loi du 5 décembre 1984, sont apportées les modifications suivantes :
".

Le 1E serait mieux rédigé comme suit :

"1El'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 101bis. Les sociétés peuvent émettre des obligations convertibles en actions ou des droits de souscription"".

L'alinéa 4 nouveau inséré par le 4E serait mieux rédigé comme suit :

"4Eune société filiale peut émettre des obligations avec droit de souscription à des actions à émettre par la société mère.

Dans ce cas, l'émission d'obligations doit être autorisée, conformément aux articles 33bis et 34bis, par la société filiale et l'émission d'actions doit être autorisée par la société mère".

Article 27 (devenant l'article 25).

Article 101ter.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"Art. 25. Dans l'article 101ter des mêmes lois coordonnées, inséré par les lois des 23 juillet 1962 et modifié par la loi du 5 décembre 1984, les mots "...".

Article 28 (devenant l'article 26).

Article 101quater.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 26. L'article 101quater des mêmes lois coordonnées, inséré par la loi du 5 décembre 1984, est remplacé par la disposition suivante : ".

Au 3E, alinéa 1er, au début, il y a lieu d'écrire :
"Dans le cas visé à l'alinéa 2, le droit ...".

Le nouvel alinéa 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Doivent revêtir la forme nominative et ne peuvent pas être cédées pendant douze mois, les actions qui ont été souscrites ... et réglementant les offres publiques d'acquisition".

Article 29 (devenant l'article 27).

Article 101quinquies.

.../...

Il y a lieu de remplacer le mot "modifié" par le mot "inséré".

La même observation vaut pour l'article 30 (devenant 28).

Article 31 (devenant l'article 32).

Article 191.

Cet article serait, en français, mieux rédigé comme suit :

"Art. 32. L'article 191 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 191. Le président du tribunal de commerce statuant comme en référé, peut, à la demande de tout actionnaire, en vue de la solution d'un litige porté devant lui ou en cas de menace objective et actuelle d'un litige, charger des experts de procéder à des constatations ou de donner un avis d'ordre technique".

Articles 33 à 36 (devenant les articles 35 à 37).

Les articles 33, qui modifie l'article 204; 34, qui modifie l'article 206; 35 qui modifie l'article 201 et 36, qui modifie l'article 204, ne se présentent pas dans l'ordre dans

.../...

lequel ils devraient se trouver et qui est l'ordre de numérotation des articles qu'ils modifient.

L'article 33 et l'article 36 qui modifient tous les deux l'article 204 des lois coordonnées devraient être fusionnés en un seul article à numéroter 36, et rédigé comme suit :

"Art. 36. A l'article 204 des mêmes lois coordonnées, sont apportées les modifications suivantes :

1Eau 2E, modifié par les lois du 24 mars 1978 et du 5 décembre 1984, les mots "alinéas 1er, 2 et 4" sont remplacés par les mots "alinéas 1er et 2";

2Eau 7E, modifié par les lois des 23 juillet 1962 et 5 décembre 1984, les mots "ou avec droit de souscription" sont remplacés par les mots "ou des droits de souscription".

L'article 35 doit être rédigé comme suit :

"Art. 35. A l'article 201, 4E, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 5 décembre 1984, les mots ...".

Articles 37 et 38 (devenant l'article 38).

L'article 37 du projet abroge l'article 219 des lois coordonnées et l'article 38 insère dans ces mêmes lois un nouvel article 219. Ces deux articles doivent être fusionnés en un

.../...

seul article numéroté article 37 dont le liminaire est à rédiger comme suit :

"Art. 38. L'article 219 des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 10 novembre 1953 et abrogé par le présent article est rétabli dans la rédaction suivante : "Article 219"".

Article 40 .

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 40. L'article 12, alinéa 2, de l'arrêté royal nE 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, modifié par la loi du 30 juin 1975, est remplacé par l'alinéa suivant : "Les banques ... (la suite comme au projet)"".

Article 41.

Il est proposé d'insérer la nouvelle disposition, insérée par l'article 41 du projet, dans la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, mais avant la disposition pénale, de telle sorte que le nouvel article serait numéroté 17bis :

"Art. 41. Un article 17bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition :

.../...

ST.

- -

L. 19.816/2.

"Article 17bis. Est nul ... dont l'exercice dépend du
lancement d'une offre publique d'acquisition sur ses actions

.../...

ST.

- -

L. 19.816/2.

ou d'un changement de contrôle exercé sur elle, si ... au greffe
du tribunal de commerce, conformément à l'article 10 des lois
sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre
1935".

.../...

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. In een aantal bepalingen van de ontworpen wet worden de uitdrukkingen "dochtervennootschap" en "dochter" gebruikt zonder dat daarvan een definitie wordt gegeven : het eerste lid van de nieuwe tekst van artikel 29, § 6, van de gecoördineerde wetten van 30 november 1935 op de handelsvennootschappen (artikel 1 van het ontwerp); de nieuwe zin die artikel 34bis, § 3, tweede lid, van dezelfde wetten aanvult (artikel 3, 2E, van het ontwerp), het nieuwe artikel 52sexies, § 2, vierde lid (artikel 9 van het ontwerp) en het nieuwe artikel 52septies, § 1, eerste lid (artikel 10 van het ontwerp).

In de artikelen 1 en 10 van het ontwerp wordt evenwel gepreciseerd dat de uitdrukking "dochtervennootschap" wordt gebruikt "in de zin van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen, en van de besluiten tot uitvoering ervan".

In de wet van 17 juli 1975 wordt evenwel geen definitie gegeven van "dochter"; de artikelen 1 en 10 van het ontwerp verwijzen in werkelijkheid naar hoofdstuk II, rubriek IV.A, van een bijlage bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen. Volgens de gemachtigde van de Minister heeft de steller van het ontwerp eenheid willen scheppen in de terminologie van de vennootschappen, doch heeft hij geen melding gemaakt van de bijlage in kwestie omdat ze gevoegd is bij een koninklijk besluit dat op elk ogenblik kan worden gewijzigd zonder dat de wet zelf wordt gewijzigd.

.../...

Er dient evenwel te worden opgemerkt dat er in de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 geen omschrijving wordt gegeven van de filialen van de vennootschappen, en met name van de naamloze vennootschappen, doch van de filialen van de ondernemingen; een onderneming die aan een natuurlijke persoon toebehoort kan echter een filiaal hebben.

Het is de taak van de Regering te oordelen of de definitie die ontleend is aan de voormelde bijlage wel geschikt is voor de adequate toepassing van de ontworpen tekst.

Indien dit het geval is zou er bijgevolg in de gecoördineerde wetten van 30 november 1935 een definitie van dochtervennootschap moeten worden opgenomen die gesteld is in de bewoordingen van hoofdstuk III, rubriek IV.A, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 (Belgisch Staatsblad van 19 oktober 1976, blz. 13.495).

Bovendien kan men zich afvragen of de vermoedens waarmee in die bijlage wordt gewerkt, wel dienstig zijn met het oog op de toepassing van de bepalingen van de ontworpen wet.

II. Het ontwerp waarover de afdeling wetgeving om advies wordt gevraagd is een wijzigingswet. Volgens een vast gebruik dient ze het volgende opschrift te krijgen : "Wet van ... tot wijziging van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935".

.../...

Bovendien moeten de bepalingen in een wijzigingswet strikt de volgorde volgen waarin de artikelen van de gecoördineerde wetten die het ontwerp beoogt te wijzigen, voorkomen.

In een memorie van toelichting is het weliswaar gerechtvaardigd dat de uitleg die omtrent enkele grote onderverdelingen wordt gegeven, wordt gebundeld, doch in het bepalend gedeelte gaat dit niet op. De indeling van hoofdstuk I van het ontwerp in negen afdelingen is des te verwerpelijker daar daardoor met name de wijzigingen in artikel 41, of nog in artikel 204 van de gecoördineerde wetten, over twee artikelen worden gespreid.

De volgorde van de artikelen van het ontwerp moet bijgevolg worden herzien, waardoor bovendien de gelegenheid wordt geboden om artikel 4bis anders te nummeren, daar het invoegen van artikels bis, ter, ... alleen dan geoorloofd is als het erom gaat nieuwe bepalingen in te voegen in de tekst van een wet of van een koninklijk besluit, en om aan de bepaling die de artikelen 62bis, ter, quater en quinquies, in de gecoördineerde wetten invoegt een nummer te geven.

III. Ten gevolge van de wijze waarop de bepalingen van de ontworpen wet geredigeerd zijn, zijn de artikelen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen ingedeeld in paragrafen die vrij lang uitvallen en op hun beurt in leden zijn ingedeeld waardoor ze moeilijk leesbaar worden.

.../...

Bij een coördinatie zou van de gelegenheid gebruik moeten worden gemaakt om de teksten eenvoudiger te redigeren.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Artikel 29, § 6.

De inleidende volzin behoort als volgt te worden geredigeerd :

"Artikel 29, § 6, van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, gewijzigd bij de wet van 5 december 1984, wordt vervangen door ...".

Ter wille van de duidelijkheid van de tekst van het ontworpen artikel 29, § 6, behoren het tweede en het derde lid in omgekeerde volgorde te worden geplaatst.

Artikel 2.

Artikel 33bis.

1. De wetgevingstechniek die bij de wijziging van artikel 33bis is aangewend is te ingewikkeld. Het verdient

.../...

aanbeveling het hele artikel gewoon te vervangen daar er, met uitzondering van paragraaf 1, geen enkel lid is dat niet van plaats verandert.

Tegen het gebruik in is in het ontworpen artikel 33bis, § 2, eerste lid, een gedeelte van het bepalend gedeelte onderstreept en is in de Nederlandse tekst "10 %" geschreven. Men schrijve tien percent.

Die laatste opmerking betreffende "10 %" geldt voor de hele ontworpen wet.

2. Artikel 33bis, § 2, eerste lid, bepaalt :

"Die bevoegdheid kan niet worden toegekend voor kapitaalsverhogingen door middel van een niet-geldelijke inbreng die in hoofdzaak moet worden verricht door één of meer aandeelhouders van de vennootschap ...".

De woorden "in hoofdzaak" zijn niet duidelijk en de commentaar die eraan gewijd is in de memorie van toelichting zorgt niet voor een beter begrip.

Er behoort te worden geschreven :

"Die bevoegdheid kan niet worden toegekend voor kapitaalsverhogingen die voornamelijk tot stand worden gebracht door een niet-geldelijke inbreng die door één of meer aandeelhouders moet worden verricht ...".

.../...

3. In de nieuwe paragraaf 3 is het ogenblik vanaf wanneer de bevoegdheden van de raad van bestuur worden beperkt ten gevolge van een openbaar overnameaanbod, een belangrijk moment.

De verwijzing in paragraaf 3 naar de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen en naar de besluiten tot uitvoering van die wet, is niet dienstig om te bepalen vanaf welk ogenblik de bevoegdheden van de raad van bestuur worden beperkt. Dat ogenblik moet derhalve in de tekst nader worden vermeld.

4. In artikel 33bis, § 3, 3E, zou de tweede zin beginnend met "de raad" een tweede lid van die paragraaf moeten vormen. Aan het slot van dat lid schrijve men in het Frans "visée au présent paragraphe".

5. Aan het begin van de nieuwe paragraaf 4 schrijve men in het Frans :

"§ 4. Le paragraphe 3 ne porte pas préjudice :".

In de nieuwe paragraaf 4, 1E, moet het woord "verplichtingen" worden verduidelijkt, daar er in de memorie van toelichting onder meer sprake is van voorwaardelijke verbintenissen die later plaatsvinden en moeten worden aangegaan overeenkomstig de bepalingen van de ontworpen wet

.../...

betreffende de uitgifte van effecten die op termijn recht geven op effecten die het kapitaal vertegenwoordigen.

6. Krachtens artikel 33bis, § 2, tweede lid, zoals het thans luidt, kan de bevoegdheid die door de algemene vergadering aan de raad van bestuur wordt verleend om het maatschappelijk kapitaal te verhogen "slechts worden uitgeoefend gedurende vijf jaar, te rekenen van de bekendmaking van de oprichtingsakte of van de wijziging van de statuten".

Het ontworpen artikel 33bis, § 4, 2E, bepaalt daarentegen dat de in paragraaf 3 gestelde regels geen afbreuk doen aan onder meer de kapitaalsverhogingen waartoe de raad van bestuur uitdrukkelijk en vooraf werd gemachtigd door een algemene vergadering die beslist als inzake statutenwijzigingen en die ten hoogste drie jaar vo, 'o, 'r de ontvangst van voornoemde mededeling plaatsheeft.

Uit de wijze waarop deze ontworpen tekst geredigeerd is, zou kunnen worden afgeleid dat hij in tegenspraak is met het bestaande artikel 33bis, § 2, tweede lid, doordat hij in een kortere termijn dan die van vijf jaar voorziet.

Dit is in werkelijkheid niet het geval. De termijn die door de nieuwe paragraaf 4 van het ontworpen artikel 33bis wordt voorgeschreven, bedraagt drie jaar omdat het gaat om het geval dat de raad van bestuur ertoe gebracht wordt tot kapitaalsverhoging te besluiten terwijl er een procedure voor een openbaar overnameaanbod loopt.

.../...

Niettemin moet de tekst van het ontworpen artikel beter worden geredigeerd om alle dubbelzinnigheden uit de weg te ruimen.

Kortom, het hele artikel 2 van het ontwerp behoort te worden herzien.

Artikel 3.

Artikel 34bis.

Artikel 3 brengt zes wijzigingen aan in artikel 34bis van de gecoördineerde wetten; die wijzigingen zouden moeten worden genummerd met 1E, 2E, 3E, enz. in plaats van met 1, 2, 3, enz.

1), dat 1E wordt, zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"1EIn § 1, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid".

In tegenstelling tot wat zou kunnen blijken uit de dactylografische inrichting van 1E, behoort de tekst die na het eerste lid moet worden ingevoegd slechts één lid te vormen. Het tweede lid van de huidige tekst (dat blijft bestaan) wordt dus het derde lid.

2), dat 2E wordt, zou als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"2E In § 3, wordt het tweede lid als volgt aangevuld :".

2E voegt een zin toe aan het tweede lid van artikel 34bis, § 3. Het laat zich aanzien dat de bedoeling van de steller van het ontwerp beter tot uiting zou komen in de volgende tekst : "De raad kan dat recht alleen beperken of opheffen om een of meer bepaalde personen ... te begunstigen ... (voorts zoals in het ontwerp)" (4).

Uit wetgevingstechnisch oogpunt bezien zou het beter zijn paragraaf 4, waarin door 3) en 4) wijzigingen worden aangebracht, in zijn geheel te vervangen en als volgt in te leiden :

"3E § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Uit technisch oogpunt bezien valt het af te raden de vroegere paragraaf 5, die paragraaf 6 wordt, van plaats te veranderen en dit kan worden vermeden door van de paragraaf die moet worden ingevoegd een paragraaf 4bis te maken.

5), dat 4E wordt, zou dan beter als volgt worden geredigeerd :

"4E Er wordt een § 4bis ingevoegd die als volgt luidt :".

(4) Rechtzetting voorgesteld met instemming van de gemachtigde van de minister.

.../...

5), dat 4E wordt, voegt aan artikel 34bis een paragraaf 5 toe, die paragraaf 4bis wordt. De volzin die deze paragraaf inleidt zou de bedoeling van de steller van het ontwerp beter verwoorden indien hij als volgt geredigeerd wordt :

"§ 4bis. Wanneer het voorkeurrecht wordt beperkt of opgeheven om een of meer bepaalde personen te begunstigen die geen personeelsleden zijn van de vennootschap of van een van haar dochters, moeten de volgende voorwaarden worden nageleefd :

1E ..., 2E ..., 3E ...".

In 2E moet de uitdrukking "van een Belgische effecten- en wisselbeurs" zo worden aangepast dat rekening wordt gehouden met de terminologie die gebezigd is in het ontwerp van wet op de financiële transacties en de financiële markten (5).

Het tussen 2E en 3E ingevoegde lid zou een tweede lid moeten vormen waarvan het begin als volgt zou moeten luiden :

"Voor de vennootschappen die niet in het eerste lid, 2E, worden bedoeld, is de uitgifteprijs ... (voorts zoals in het ontwerp)".

6) wordt doelloos.

De artikelen 4 en 13 (die artikel 4 worden).

Artikel 41.

(5) Rechtzetting voorgesteld met instemming van de gemachtigde van de minister.

.../...

De wijzigingen die in artikel 41 van de gecoördineerde wetten moeten worden aangebracht en die in de artikelen 4 en 13 van het ontwerp zijn opgenomen, behoren in een enkel artikel te worden samengevoegd.

Op de vierde regel van de inleidende volzin leze men :
"10 november 1953".

Daar de tekst van het aldus gewijzigde artikel 41 vrij lang zou uitvallen, wordt voorgesteld dit artikel in twee paragrafen op te splitsen : paragraaf 1 zou het eerste tot het zesde lid van de huidige tekst en het nieuwe in artikel 13 opgenomen lid omvatten; paragraaf 2 zou uit de drie nieuwe, in artikel 4 opgenomen leden bestaan.

Het begin van de Nederlandse tekst van het eerste van die leden, dat het eerste lid van paragraaf 2 van het ontworpen artikel 41 wordt, zou moeten worden aangevuld wil het in overeenstemming zijn met het begin van de Franse tekst.

Hierin is er immers sprake van aandelen, warrants en converteerbare obligaties, terwijl er in de Nederlandse tekst alleen gewag wordt gemaakt van aandelen. In de beide teksten moet de tweede zin worden aangevuld met de woorden "de warrants en de converteerbare obligaties", die moeten worden ingevoegd tussen de woorden "de onoverdraagbaarheid van de aandelen," en de woorden "wordt verlengd" (6).

(6)Rechtzetting voorgesteld met instemming van de gemachtigde van de minister.

.../...

Op de op twee na laatste regel van het ontworpen artikel 41, § 2, eerste lid, behoren de woorden "het voorstel" te worden vervangen door de woorden "de uitnodiging".

In artikel 41, § 2, derde lid, in fine, zijn er twee discrepanties te vinden tussen de Franse en de Nederlandse tekst.

In de Franse tekst staat "communication" te lezen, en in de Nederlandse tekst is er sprake van de "neerlegging van ... mededeling"; bovendien wordt in de Franse tekst verwezen naar het tweede lid en in de Nederlandse tekst naar artikel 2.

Er wordt voorgesteld te schrijven : "voor de datum van ontvangst van de in het tweede lid bedoelde mededeling".

Indien er achter de termen van de ontworpen wet een bijzondere bedoeling van de Regering schuilt, zou in dat geval moeten worden uitgelegd waarom er sprake is van de neerlegging van de mededeling en niet van de ontvangst ervan.

Artikel 4bis (dat artikel 5 wordt).

Artikel 47.

Artikel 4bis dient artikel 5 te worden omdat het invoegen van artikelen "bis" eerst dan geoorloofd is wanneer een nieuwe bepaling moet worden ingevoegd in de tekst van een bestaande wet of een bestaand besluit.

.../...

Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te redigeren :

"Art. 5. In artikel 47 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1961 en 24 maart 1978 ...".

De bepaling onder 2E behoort als volgt te worden geredigeerd :

"2E wordt aangevuld met het volgende lid :

"Indien de aandelen of winstbewijzen een geldelijke inbreng vertegenwoordigen moeten ze worden volgestort bij de inschrijving en zijn ze onmiddellijk verhandelbaar. Artikel 29bis, vijfde tot zevende lid, is toepasselijk".
Artikel 5 (dat artikel 6 wordt).

Artikel 49

1. Het zou beter zijn gebruik te maken van artikel 48 dat is opgeheven door dezelfde wet van 30 juni 1961, waardoor later, indien nodig, gebruik kan worden gemaakt van artikel 49.

2. In het Frans schrijve men : "§ 1er".

3. Het zou beter zijn de volzin die paragraaf 2 inleidt als volgt te redigeren :

.../...

"§ 2. Niettegenstaande enige andersluidende bepaling van de statuten, kunnen de houders van die aandelen zonder stemrecht dat stemrecht evenwel uitoefenen onder de in artikel 74 gestelde voorwaarden en in de volgende gevallen :".

In paragraaf 2, 2E en 5E, zou het beter zijn te schrijven :

"2Ehet geval bedoeld in ...; 5E het geval waarin, om ...".

In dezelfde paragraaf, 3E en 4E, schrijve men achtereenvolgens :

"3E wanneer de vergadering ...
4E wanneer de vergadering ...".

In de commentaar bij artikel 5 van het ontwerp (bladzijde 37) staat te lezen :

"De houders van aandelen zonder stemrecht worden slechts betrokken bij de beslissingen van de algemene vergaderingen van de aandeelhouders indien deze rechtstreeks verband houden met hun recht en voor zover de preferente dividenden waarop zij aanspraak kunnen maken, uitbetaald zijn".

In het ontworpen artikel 49, § 2, 5E, staat te lezen :

"5Eingeval, om welke reden ook, de preferente en terugvorderbare dividenden gedurende drie opeenvolgende boekjaren ... niet volledig betaalbaar werden gesteld".

.../...

Er is een duidelijke discrepantie tussen de eerder aangehaalde passage uit de memorie van toelichting en de tekst zelf van het ontworpen artikel 49, § 2, 5E.

De commentaar moet zo worden herzien dat hij in overeenstemming is met de ontworpen tekst.

Verder behoort de tweede zin van paragraaf 2, 5E, tot een afzonderlijk lid te worden omgevormd.

Tenslotte behoren het tweede tot het vijfde lid van paragraaf 2 in een paragraaf 3 te worden samengevoegd ter wille van een duidelijker opbouw van het ontworpen artikel 49, § 2.

Het zou beter zijn het laatste lid van paragraaf 2, die het vierde lid van paragraaf 3 wordt, als volgt te redigeren in het Frans :

"... les actionnaires peuvent en être informés par lettre recommandée".

Artikel 6 (dat artikel 7 wordt).

Artikel 52bis.

In de inleidende volzin behoort er te worden geschreven :

"... van dezelfde gecoördineerde wetten, ingevoegd bij de wet van 5 december 1984, worden ... aangebracht".

.../...

1E, 2E en 3E, die wijzigingen aanbrengen in paragraaf 1 van artikel 52bis, moeten een 1E vormen waarin de ongewijzigde bepalingen van dezelfde paragraaf worden opgenomen en dat als volgt luidt :

"1E § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 1. Een naamloze vennootschap mag, ... quorum en meerderheid.

Het besluit van de algemene vergadering wordt bekendgemaakt overeenkomstig artikel 10. De statuten kunnen evenwel bepalen dat geen besluit van de algemene vergadering is vereist wanneer de verkrijging van eigen aandelen noodzakelijk is om te voorkomen dat de vennootschap een ernstig en dreigend nadeel zou lijden. Die toestemming is slechts drie jaar geldig, te rekenen vanaf de bekendmaking van de oprichtingsakte of van de wijziging van de statuten; zij kan door de algemene vergadering voor dezelfde termijnen worden verlengd onder de voorwaarden die voor een wijziging van de statuten vereist zijn.

De algemene vergadering of de statuten bepalen met name het maximumaantal ... van de vergoeding.

Wanneer de vennootschap ... vereist.

De verkrijging kan enkel ... in acht zijn genomen :

1E ...

.../...

2Ede verkrijging van aandelen en winstbewijzen is slechts toegestaan ...

3E ...

4E ...

De vennootschappen waarvan de aandelen zijn opgenomen in de officiële notering van een effectenbeurs die

in een Lid-Staat van de Europese Gemeenschap gelegen is, kunnen hun eigen aandelen ter beurse opkopen zonder dat er een aanbod tot verkrijging behoeft te worden gedaan aan de aandeelhouders.

Aandelen en winstbewijzen ... van de rechtbank van koophandel"".

De volzin die 4E (dat 2E wordt) inleidt, moet als volgt worden geredigeerd :

"2E § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Het eerste lid dient als volgt te worden geredigeerd :

"De aangekochte aandelen moeten aan het personeel worden uitgekeerd binnen twaalf maanden te rekenen vanaf de verkrijging ervan".

Het zou beter zijn het derde lid als volgt te redigeren : "Indien het recht op dividenden ...".

In 5E, dat 3E wordt, schrijve men :

"3E In § 4, eerste lid, worden de woorden ...".

6E, dat 4E wordt, dient als volgt te worden geredigeerd :

"4E Er wordt een § 7 ingevoegd die als volgt luidt :".

In de ontworpen paragraaf 7, eerste lid, dient het woord "économique" in de Franse tekst te vervallen.

Het zou beter zijn de ontworpen paragraaf 7, tweede lid, als volgt te redigeren :

"De Bankcommissie gaat na of de inkoopverrichtingen in overeenstemming zijn met het besluit van de algemene vergadering; indien zij van oordeel is dat zij niet in overeenstemming zijn, maakt zij haar advies openbaar".

Artikel 7 (dat artikel 8 wordt).

Artikel 52ter, § 2.

De inleidende volzin dient als volgt te worden geredigeerd :

"Art. 8. In artikel 52ter, § 2, van dezelfde gecoördineerde wetten, ingevoegd bij de wet van 5 december 1984, wordt ...".

In het nieuwe lid dient het woord "evenmin" te vervallen; om de regel te formuleren is het immers niet nodig een verband te leggen met het eerste lid.

Artikel 8 (dat artikel 9 wordt).

Artikel 52quinquies.

.../...

Voor zover artikel 8 gebruik maakt van het begrip "rechtstreeks(e) of onrechtstreeks(e) (controle) in rechte of in feite in de zin van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen, alsook van de besluiten tot uitvoering ervan", dient er te worden verwezen naar de algemene opmerking nr. I.

Het zou beter zijn paragraaf 1 van het ontworpen artikel 52quinquies als volgt te redigeren :

"Art. 52quinquies. § 1. De filialen en subfilialen mogen samen geen aandelen en winstbewijzen van hun moedermaatschappij bezitten die meer dan tien percent van de stemmen verbonden aan het geheel van de door die moedermaatschappij uitgegeven effecten vertegenwoordigen".

Uit het vorenstaande volgt dat het tweede lid van dezelfde paragraaf 1 als volgt moet worden geredigeerd :

"Wanneer de moedermaatschappij eigenaar is van aandelen ... door haar uitgegeven effecten, wordt voor de ... rekening gehouden met het percentage effecten die deze vennootschap in het kapitaal van de moedermaatschappij bezit".

Het zou beter zijn de ontworpen paragraaf 2 van artikel 52quinquies als volgt te redigeren :

§ 2. De vennootschap die een filiaal of een subfiliaal is van een andere vennootschap, geeft deze kennis van het bedrag van de rechtstreekse of onrechtstreekse

.../...

deelnemingen in haar kapitaal en van de wijzigingen van dat bedrag".

Het zou beter zijn het slot van paragraaf 4 van artikel 52quinquies als volgt te redigeren : "maar voor rekening van de vennootschap die een filiaal of een subfiliaal is".

Artikel 9 (dat artikel 10 wordt).

Artikel 52sexies, § 1.

Artikel 52sexies, § 1, bepaalt het volgende :

"Tussen twee vennootschappen waarvan er ten minste één haar maatschappelijke zetel in België heeft en in de vorm van een naamloze vennootschap is opgericht, mag geen zodanig wederzijds aandelenbezit bestaan ...".

Uit die tekst blijkt dat het geval wordt bedoeld waarin twee vennootschappen, waarvan een de vorm aanneemt van een naamloze vennootschap, wederzijds deelnemen. In de tekst wordt met geen woord gerept over de vorm van de andere vennootschap. De steller van het ontwerp dient in de tekst zelf te preciseren of het in zijn bedoeling ligt te eisen dat die vennootschap een bepaalde vorm aanneemt.

Onder dat voorbehoud zou het beter zijn het artikel 52sexies, § 1, als volgt te redigeren :

"Twee vennootschappen waarvan er op zijn minst één een naamloze vennootschap is met zetel in België, mogen niet in een zodanige situatie verkeren dat elke vennootschap eigenaar

.../...

is van aandelen of bewijzen van deelneming die meer dan tien percent vertegenwoordigen van de stemmen verbonden aan de gezamenlijke door de andere vennootschap uitgegeven effecten".

Artikel 52sexies, § 2.

In de Franse tekst van artikel 52sexies, § 2, eerste lid, dient op de vierde en de twaalfde regel te worden geschreven : "... d'une société qui représentent plus de dix pour cent des voix attachées à l'ensemble ...".

Het zou beter zijn het begin van het tweede lid van paragraaf 2 als volgt te redigeren : "Wanneer het percentage van het stemrecht verbonden aan de aandelen ...".

Het zou beter zijn het vijfde lid van paragraaf 2 als volgt te redigeren : "Voor de toepassing van dit artikel wordt geen rekening gehouden met de beperkingen die door de artikelen 52bis, § 3, 75, tweede lid, en 76 op het stemrecht worden gesteld".

Artikel 52sexies, § 4.

Artikel 52sexies, § 4, bepaalt het volgende :

De aandelen die in strijd met § 3 zijn verkregen, moeten binnen één jaar te rekenen van die onregelmatige toestand worden vervreemd, behoudens overeenstemming tussen de partijen om het bepaalde in § 1 anderzijds na te komen vo, 'o, 'r de termijn van één jaar is verstreken."

Die tekst is in tegenspraak met de uitleg die in de memorie van toelichting is verstrekt en bepaaldelijk in de commentaar bij artikel 52sexies, § 4, waarin te lezen staat dat (blz. 57, laatste lid) :

"Indien geen overeenstemming wordt bereikt, de vennootschap met de kleinste deelneming (moet) overgaan tot vervreemding van een aantal effecten, totdat haar deelneming minder dan 10 % bedraagt."

Uit de uitleg die door de gemachtigde ambtenaar is verstrekt, blijkt dat het in werkelijkheid de vennootschap is die door de aankoop van effecten verantwoordelijk zal zijn voor de overschrijding van de wettelijke grens en die na kennisgeving hiervan te hebben ontvangen de overtallige aandelen zal moeten vervreemden.

Dit blijkt overigens uit de commentaar die te lezen is op bladzijde 58, eerste alinea, van de memorie van toelichting.

De commentaar bij het artikel 52sexies, § 4, moet worden herzien om de discrepantie daarin ongedaan te maken.

.../...

Artikel 10 (dat artikel 11 wordt).

Artikel 52septies, § 1.

Volgens het ontworpen artikel 52septies, § 1, tweede lid, moet over de kapitaalsverhoging door uitgifte van aandelen ten gunste van de personeelsleden in de ondernemingsraad overleg worden gepleegd.

In de commentaar die aan artikel 10 (blz. 59) is gewijd staat het volgende te lezen :

Over de mogelijkheid om over te gaan tot dat type kapitaalverhoging moet de ondernemingsraad worden geraadpleegd in de zin van het koninklijk besluit van 27 november 1973 houdende reglementering van de economische en financiële inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden."

Tussen de tekst van artikel 10 van het ontwerp en de tekst van de commentaar lijkt er een discrepantie te bestaan die moet worden verholpen.

Bovendien dient er te worden geschreven :

" - "§ 1er" in de Franse tekst;

- 20 % voluit".

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 2, 4E.

In artikel 52septies, § 1, vierde lid, schrijve men in de eerste zin :

.../...

"... onder de in paragraaf 2 bedoelde voorwaarden ... moeten op naam zijn gesteld".

De tweede zin moet worden aangevuld met paragraaf 3, eerste lid.

De aldus aangevulde tekst zou als volgt luiden :

"Zij kunnen niet worden overgedragen gedurende vijf jaar te rekenen vanaf de dag van de inschrijving, behalve bij ontslag of pensionering van de betrokkene, bij overlijden of invaliditeit van de laatstgenoemde of van zijn echtgenoot".

Volgens de uitleg die door de gemachtigde van de minister is verstrekt, gaat het hier om de in de sociale wetgeving bepaalde invaliditeit, zijnde 66 percent. Dit behoort in de tekst te worden gepreciseerd.

Artikel 52septies, § 2.

Aan het slot van de volzin die het artikel 52septies, § 2, inleidt, moeten de woorden "een aantal" worden vervangen door het woord "de", daar alle gestelde voorwaarden in acht moeten worden genomen.

Paragraaf 2, 1E, zou beter als volgt worden gere-
digeerd :

.../...

"1Ede anciënniteit die de leden van het personeel moeten hebben om voor de uitgifte in aanmerking te komen en die niet lager mag zijn dan zes maanden en niet hoger dan drie jaar, op de datum van de opening van de inschrijving;".

In paragraaf 2, 3E, schrijve men : "van hun aanspraken".

In paragraaf 2, 4E, moet van de tweede zin, die begint met de woorden "Voor de andere vennootschappen ...", een afzonderlijk lid worden gemaakt.

Artikel 11 (dat artikel 12 wordt).

Artikel 60.

In paragraaf 1, tweede lid, zou de steller van het ontwerp nader moeten bepalen of voor de loutere aanwezigheid van de bestuurder in de raad van bestuur van verscheidene andere vennootschappen waarop die verrichtingen betrekking hebben, de voorwaarden gelden die zijn bepaald in paragraaf 1, eerste lid.

Volgens de uitleg die de gemachtigde van de Minister heeft verstrekt over paragraaf 2, kan de nietigheid zowel in het ene als in het andere geval worden gevorderd. De Raad van State stelt zich echter vragen over de rechtsonzekerheid waartoe een dergelijk systeem kan leiden. In dat opzicht lijkt de oplossing waarvoor in de Franse wet van 24 juli 1966 in artikel 105 is geopteerd, ruimschoots de voorkeur te verdienen

.../...

boven die welke de steller van het ontwerp heeft gekozen. Dat artikel bepaalt als volgt :

"Art. 105. Sans préjudice de la responsabilité de l'administrateur ou du directeur général intéressé, les conventions visées à l'article 101 et conclues sans autorisation préalable du conseil d'administration peuvent être annulées si elles ont eu des conséquences dommageables pour la société".

In paragraaf 3 is het de Raad van State niet duidelijk in welk geval de bestuurders ertoe gehouden zouden zijn de door derden geleden schade te vergoeden.

Daar die opmerkingen voor elk van de drie paragrafen van het ontworpen artikel gelden, wordt er geen tekst voorgesteld.

De tekst van het ontworpen artikel moet herzien worden.

Artikel 12 (dat artikel 13
wordt) en een nieuw artikel 14.

In de inleidende volzin van artikel 12 (dat artikel 13 wordt) schrijve men : "... wordt vervangen door de volgende bepalingen :".

Artikel 62.

Het tweede lid van het ontworpen artikel 62 bepaalt dat de bestuurders hoofdelijk aansprakelijk zijn in geval van

.../...

overtreding van de bepalingen betreffende de handelsvennootschappen, van de statuten, alsook van boek III van het Wetboek van Koophandel.

Die bepaling is vergeleken met de bestaande bepaling hierdoor nieuw dat ze overtredingen van boek III van het Wetboek van Koophandel vermeldt. De steller van het ontwerp moet er dan ook voor zorgen de werkingssfeer van die bepaling vast te stellen ten opzichte van de werkingssfeer van artikel 63ter betreffende de vordering tot het dekken van de schulden van de vennootschap bij faillissement.

Het slot van het tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd : "... van deze titel, van boek III van het Wetboek van Koophandel of van de statuten".

In het derde lid schrijve men : "... die overtredingen aan de kaak hebben gesteld" in plaats van "... die overtredingen hebben aangeklaagd".

De inleidende volzin tussen het ontworpen artikel 62 en het ontworpen artikel 62bis moet vervallen.

Artikel 62 is overbodig en moet wegvallen.

De artikelen 62ter, 62quater en 62quinquies moeten in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen worden ingevoegd door een nieuw artikel 14 - artikel 14 van het ontwerp wordt dan artikel 15 - waarvan de inleidende volzin als volgt geredigeerd wordt :

"Art. 14. De volgende bepalingen worden in dezelfde wetten ingevoegd tussen artikel 66 en artikel 67 :

"Artikel 66bis (tekst van artikel 62ter van het ontwerp).

Artikel 66ter (artikel 62quater van het ontwerp).

Artikel 66quater (artikel 62quinquies van het ontwerp)"".

Artikel 66 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zou zo moeten worden herzien dat in dat artikel enkel de aansprakelijkheid van de commissarissen wordt geregeld.

Artikelen 62bis, 62ter, 62quater, 62quinquies.

Het ontwerp heeft tot doel de door een minderheid ingestelde vennootschapsvordering in te voeren - of juist, opnieuw in te voeren - in het Belgisch recht. Dat zal tot gevolg hebben dat de macht in de vennootschap anders verdeeld zal zijn en dat de aansprakelijkheid van de organen ervan aanzienlijk zal toenemen. Immers, terwijl de algemene vergadering zich vroeger alleen uitsprak over het bestuur en aan de bestuurders al dan niet kwijting gaf, hebben de minderheidsaandeelhouders voortaan ook de macht om over het bestuur te beslissen en de aansprakelijkheid van de bestuurders in het geding te brengen.

De kwijting en de decharge hebben niet meer tot gevolg dat de bestuurders veilig zijn voor een aansprakelijkheidsvordering. Het gevaar van een door een minderheid ingestelde vennootschapsvordering blijft voor hen bestaan. De door de steller van het ontwerp gemaakte keuze behoort weliswaar tot zijn beoordelingsbevoegdheid, maar bij de vorm die er in de ontworpen teksten aan is gegeven moeten

toch een aantal vragen en ook punten van kritiek worden geformuleerd.

Wat paragraaf 1 van het ontworpen artikel 62ter betreft, zij opgemerkt dat de tekst, zoals hij geredigeerd is, niet uitsluit dat de vennootschapsvordering wordt ingesteld door verscheidene aandeelhouders of groepen van aandeelhouders die voldoen aan de in de onderzochte bepaling gestelde voorwaarden. Die mogelijkheid kan des te minder worden uitgesloten omdat één percent van de stemmen verbonden aan het geheel van de effecten die bestaan op de dag van de vergadering die zich over de kwijting heeft uitgesproken, voldoende is voor een minderheid om de vennootschapsvordering in te stellen.

Paragraaf 1, eerste lid, van artikel 62ter bepaalt de grootte van de minderheid die de vennootschapsvordering kan instellen. Hij doet dat op twee manieren : de minderheid kan ofwel 1 % van de stemmen verbonden aan het geheel van de effecten vertegenwoordigen, ofwel een gedeelte van het kapitaal ter waarde van vijftig miljoen frank.

De memorie van toelichting luidt als volgt (blz. 71) :

"De preferente aandelen zonder stemrecht moeten ter zake worden beschouwd als gewone aandelen : zij worden in rekening gebracht om het totale aantal stemmen te bepalen, om vast te stellen of aan het vereiste van 1 % van de stemmen is voldaan of om het minimumbedrag van het in bezit gehouden kapitaal te berekenen. De houders van dergelijke aandelen hebben bijgevolg het recht een vennootschapsrecht (lees : vennootschapsvordering) in te stellen en eraan deel te nemen".

Maar het feit dat de preferente aandelen zonder stemrecht worden beschouwd als gewone aandelen blijkt noch uit

.../...

de tekst van die paragraaf 1, eerste lid, noch uit de tekst van het ontworpen artikel 49, § 2, dat een limitatieve opsomming geeft van de uitzonderlijke gevallen waarin stemrecht wordt verbonden aan de preferente aandelen.

De steller van het ontwerp moet in artikel 62ter, § 1, preciseren hoe de preferente aandelen zullen meetellen om het percentage van de stemmen te berekenen dat vereist is wil een minderheid de vennootschapsvordering kunnen instellen.

In paragraaf 1, tweede lid, wordt onder meer bepaald dat de vordering van een minderheid niet kan worden ingesteld door degenen die de kwijting hebben goedgekeurd. Noch in het ontwerp, noch in de memorie van toelichting wordt nader bepaald of de eisers zullen moeten bewijzen dat ze de kwijting niet hebben goedgekeurd dan wel of de verweerders zullen moeten bewijzen dat sommige eisers haar hebben goedgekeurd. Maar de gecoördineerde wetten of het ontwerp schrijven niet voor dat in de notulen van de vergadering voor elke stemgerechtigde wordt vermeld welke stem hij heeft uitgebracht. Dat is een leemte die moet worden aangevuld. Het probleem lijkt onoplosbaar voor de kleine aandeelhouders die anoniem wensen te blijven, zoals het ontwerp van wet toestaat.

Uit paragraaf 2 blijkt dat het voldoende is dat de voorwaarden vervuld zijn op het tijdstip van de algemene vergadering die zich over de kwijting heeft uitgesproken. In het uiterste geval zou de door een minderheid ingestelde vennootschapsvordering op geldige wijze kunnen worden vervolgd door één aandeelhouder. Het gevaar bestaat dat de door een minderheid ingestelde vennootschapsvordering in die omstandigheden haar doel mist.

Niet alleen kunnen verscheidene vennootschapsvorderingen tegelijkertijd of achtereenvolgens door een minderheid worden ingesteld, maar ze kunnen ook bestaan naast de door een meerderheid ingestelde vennootschapsvordering. Deze kan, zoals de memorie van toelichting bepaalt, later worden ingesteld, bijvoorbeeld als de kwijting op bedrieglijke wijze is verkregen, of vroeger - welke laatste mogelijkheid de tekst helemaal niet uitsluit. Het is ook mogelijk dat de vordering ingesteld door de vennootschap die is vertegenwoordigd door de meerderheid van haar aandeelhouders, in plaats van de veroordeling van de bestuurders te beogen, in feite bedoeld is om die aandeelhouders te beschermen tegen de door een minderheid ingestelde vennootschapsvordering. De voorschriften betreffende de samenhang en de rechtsmachtregeling kunnen in theorie weliswaar een oplossing bieden voor bepaalde problemen, maar ze kunnen ze niet allemaal oplossen en het gevaar voor verwarring en traagheid in de procedure kan niet worden onderschat.

Het derde lid van paragraaf 2 voorziet niet in het geval dat de dading wordt aangegaan door de minderheidsaandeelhouders.

Wat het ontworpen artikel 62quater betreft, kan men opmerken dat de tekst van het eerste lid niet overeenstemt met het commentaar bij het artikel (blz. 72 van de memorie van toelichting). Volgens de tekst is het aanstellen van een procesgemachtigde facultatief, volgens het commentaar is zulks verplicht.

.../...

Als de aanstelling facultatief is, is er blijkbaar een tegenstelling tussen de aanvankelijke aanstelling waarvoor eenparigheid van stemmen van de aandeelhouders vereist is, en de aanstelling door de rechter, in geval van wraking om een wettige reden, op initiatief van één aandeelhouder, welke aanstelling dan bindend zou zijn voor allen.

Hoe zal die gemachtigde bovendien op elk ogenblik kunnen bewijzen dat zijn lastgevers houder zijn van de effecten die hun toebehoorden op het tijdstip van de vergadering die de kwijting heeft goedgekeurd ?

De tekst van de ontworpen artikelen 62ter, 62quater en 62quinquies moet dus worden herzien in het licht van de hierboven gemaakte opmerkingen.

Artikel 15 (dat artikel 16 wordt).

Artikel 73.

De inleidende zin zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 16. Artikel 73 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 1 december 1953 en 24 maart 1978, wordt aangevuld met het volgende lid :".

Artikel 16 (dat artikel 17
wordt)
en een nieuw artikel 18.

.../...

Artikel 74.

Artikel 16, dat artikel 17 wordt, vervangt artikel 74 van de gecoördineerde wetten door een nieuwe tekst. In die nieuwe tekst zijn echter alle bepalingen van de huidige tekst overgenomen : het eerste lid van de huidige tekst wordt paragraaf 1, eerste lid; het tweede lid wordt paragraaf 2, eerste lid; het derde, het vierde en het vijfde lid worden het eerste, het tweede en het derde lid van paragraaf 5. Maar tussen die bepalingen worden veel nieuwe voorschriften ingevoegd betreffende het stemmen bij volmacht en het stemmen per brief.

Het op die manier gewijzigde artikel 74 is veel te lang en maakt een onaangename slordige indruk. Het zou dan ook wenselijk zijn het op te splitsen in twee artikelen - de artikelen 74 en 74bis - waarvan de tekst hierna gedeeltelijk wordt voorgesteld.

Artikel 74, § 2.

Het tweede lid van het ontworpen artikel 74, § 2, bepaalt de vermeldingen die de volmacht verplicht moet bevatten als ze wordt gegeven met het oog op de algemene vergadering van een vennootschap die een publiek beroep op beleggers doet, maar zegt niet welke straf er zal staan op het niet naleven van die voorschriften. De normale straf zou voor de houder van een onregelmatige volmacht het verbod

.../...

zijn om aan de stemming deel te nemen. Als niet werd voldaan aan de andere vormvereisten zou de straf ook de nietigheid moeten zijn.

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de steller van het ontwerp in het tweede lid, b, bedoelt met "het verzoek om instructies", terwijl het bij een volmacht toch de lastgever is die zijn instructies geeft aan de gemachtigde en niet de gemachtigde die erom vraagt.

Dezelfde opmerking geldt voor het tweede lid, c.

Naar het idee van de steller van het ontwerp wordt de volmacht blijkbaar opgemaakt door de gemachtigde en niet door de lastgever.

De redactie van het tweede lid moet bijgevolg worden herzien.

Artikel 74, § 3.

In de bepaling onder 1E van paragraaf 3 schrijven men : "voor de opeenvolgende vergaderingen ...".

In de bepaling onder 3E gaat het, wanneer een verzoek om volmacht te verlenen in een of meer dagbladen wordt bekendgemaakt, om een openbaar verzoek om volmacht te verlenen.

Wanneer het verzoek om volmacht te verlenen echter schriftelijk wordt gedaan, zelfs aan zeer veel aandeelhouders, gaat het om een particulier verzoek om volmacht te verlenen. Dat onderscheid is belangrijk omdat de rechtsregeling verschilt naargelang het verzoek openbaar is of niet. Daarom zou in

.../...

paragraaf 3 een onderscheid moeten worden gemaakt tussen het particulier verzoek en het openbaar verzoek om volmacht te verlenen.

Die paragraaf moet worden herzien.

In de bepaling onder 4E, d), moeten aan het einde de woorden "worden in het verzoek vermeld" vervallen.

De bepalingen onder 5E, 6E en 7E moeten afzonderlijke leden van paragraaf 3 vormen.

De bepaling onder 5E, die het tweede lid wordt, moet als volgt worden geredigeerd :

"De gemachtigde kan van de instructies van zijn lastgever afwijken, ofwel wegens omstandigheden die op het ogenblik dat de instructies werden gegeven, niet bekend waren, ofwel als het uitvoeren van de instructies de belangen van de lastgever zou kunnen schaden. De gemachtigde moet zijn lastgever ervan op de hoogte brengen".

In de bepaling onder 6E, die het derde lid wordt, zou het slot beter als volgt worden geredigeerd : "wordt drie dagen vóór het bekendmaken van het verzoek tot verlening van de volmacht een afschrift van dat verzoek aan de Bankcommissie gestuurd".

Wat betreft de bepaling onder 7E, die het vierde lid wordt, zijn de bepalingen van paragraaf 3, 3E, voldoende om aan te geven wat een openbaar verzoek is. Bovendien is het aan de wetgever en niet aan de Koning om het openbaar karakter van een verzoek te bepalen.

.../...

Artikel 74, § 4.

In paragraaf 4, tweede lid, is het onaanvaardbaar dat degene die nalaat aan te geven in welke zin moet worden gestemd, verondersteld wordt voor de onthouding te hebben gekozen.

In het formulier moet een vermelding voorkomen volgens welke degene die noch in de ene noch in de andere zin wil stemmen, uitdrukkelijk de wil te kennen moet geven om zich van stemming te onthouden.

Het tweede lid van paragraaf 4 moet als volgt worden geredigeerd :

"Formulieren waarin noch de stemwijze, noch de onthouding zijn vermeld, zijn nietig".

Artikel 74, § 5.

In de Franse tekst van paragraaf 5, derde lid, moet de toekomstige tijd worden vervangen door de tegenwoordige tijd van de aantonende wijs.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor artikel 16, dat artikel 17 wordt :

"Art. 17. Artikel 74 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 10 november 1953 en bij het koninklijk

.../...

besluit nr. 26 van 31 oktober 1934, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

"Artikel 74. § 1. De statuten bepalen de formaliteiten die moeten worden vervuld om tot de algemene vergadering te worden toegelaten.

In afwijking van het voorgaande lid, is het recht om de algemene vergadering bij te wonen van een vennootschap die een publiek beroep op beleggers doet of heeft gedaan, ofwel afhankelijk van de inschrijving van de aandeelhouder in het register van de aandelen op naam, ofwel van de neerlegging van de aandelen aan toonder op de plaatsen aangegeven in de oproepingsbrief, ten minste zeven dagen vóór, op, of na de bijeenkomst van de algemene vergadering.

§ 2. Alle stemgerechtigde aandeelhouders kunnen zelf of bij volmacht stemmen".

Voor de rest van artikel 74 wordt geen tekst voorgesteld aangezien hierboven opmerkingen zijn gemaakt waarmee rekening dient te worden gehouden.

Verder wordt voorgesteld in het ontwerp een nieuw artikel 18 in te voegen, dat eruit ziet als volgt :

"Art. 18. In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 74bis ingevoegd luidend als volgt :

"Artikel 74bis. § 1. De statuten bepalen de wijze waarop de algemene vergadering beraadslaagt. Bij gebreke van statutaire

.../...

bepalingen worden de benoemingen gedaan en de besluiten genomen volgens de gewone regels van beraadslagende en beslissende lichamen.

§ 2. Tekst van paragraaf 5 van het ontworpen artikel 74 onder voorbehoud van de opmerking hierboven.

§ 3. Tekst van paragraaf 6 van het ontworpen artikel 74".

Artikel 17 (dat artikel 19 wordt).

Artikel 74quater, eerste lid.

Artikel 74quater, eerste lid, brengt vernieuwing vergeleken met de vroegere wetten door te bepalen : "Voor de uitoefening van het stemrecht zijn afspraken onder de aandeelhouders toegestaan". Maar in het volgende lid, dat drie beperkingen van dat beginsel geeft, wordt in de bepaling onder 1E gezegd : "Nietig zijn afspraken, strijdig met het bepaalde in deze titel of met de statuten".

De vraag is dan ook of de aandeelhouders in de statuten volledig of gedeeltelijk kunnen afwijken van het in het eerste lid neergelegde beginsel van de geldigheid van de stemafspraken.

Volgens de door de gemachtigde van de Minister verstrekte uitleg is het eerste lid dwingend.

.../...

Artikel 74quater, tweede lid.

1. De Raad van State vraagt zich af of de in het ontworpen artikel 74quater, tweede lid, bedoelde gevallen van nietigheid, limitatief zijn opgesomd of niet. Volgens de ontworpen tekst gaat het blijkbaar wel om een limitatieve opsomming.

Daarbij mag niet uit het oog worden verloren dat andere afspraken dan die welke in het tweede lid zijn bedoeld, in strijd zouden kunnen zijn met het belang van de vennootschap en dus aan de in dat lid bepaalde sanctie zouden ontkomen als het lid op beperkende wijze zou moeten worden uitgelegd.

Maar volgens de gemachtigde van de Minister dienen in de bepaling onder 1E de woorden "of met de statuten" te worden vervangen door de woorden "of met het belang van de vennootschap".

Door die wijziging van de tekst valt het hierboven gemaakte voorbehoud weg.

2. In het ontworpen artikel 74quater, tweede lid, 2E, wordt bepaald dat inzonderheid nietig zijn :

"afspraken waarbij een vennoot zich ertoe verbindt te stemmen overeenkomstig de richtlijnen van de vennootschap, van een vennootschap waarvan zij afhankelijk is of van een dochtervennootschap dan wel van één van de organen van die vennootschappen;".

.../...

Zoals de tekst geredigeerd is, kan men denken dat een orgaan zo handelt, niet in naam van de vennootschap welke het bestuurt, maar in eigen naam. Als dat de bedoeling is van de steller van het ontwerp, moet de tekst zo worden herzien dat wordt gepreciseerd in welke hoedanigheid het orgaan handelt.

3. Het tweede lid van het ontworpen artikel 74quater geeft niet aan wie de nietigheid van een van de in de bepalingen onder 1E, 2E en 3E van hetzelfde lid bedoelde afspraken kan vorderen. Men kan zich immers afvragen of de nietigheid kan worden ingeroepen door de aandeelhouders, de vennootschap of derden.

Ook moet nader worden bepaald welke regeling in-zake verjaring op die vordering tot nietigverklaring van toepassing zou zijn. Dat is des te noodzakelijker omdat de nietigheid van de afspraak ipso facto de nietigheid van de uitgebrachte stemmen en bijgevolg de nietigheid van de beslissing van de algemene vergadering meebrengt.

Dezelfde opmerking geldt voor de bepaling onder 3E.

Artikel 74quater, derde lid.

1. De gevolgen van de nietigheid die vermeld staan in het laatste lid van het ontworpen artikel 74quater, namelijk dat de nietigheid van een afspraak de nietigheid van de door de algemene vergadering uitgebrachte stemmen en bijgevolg de nietigheid van de genomen beslissingen meebrengt, zijn

.../...

bijzonder ernstig, terwijl in de rechtsleer tot op heden wel de nietigheid van stemafspraken werd aangenomen maar geoordeeld werd dat die nietigheid geen weerslag moest hebben op de beslissingen van de algemene vergadering.

De steller van het ontwerp dient eerst de gevolgen van het laatste lid van artikel 17 van het ontwerp in te schatten voordat hij het ter goedkeuring aan het Parlement voorlegt.

2. Artikel 74quater, derde lid, zesde regel, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"... tenzij ze geen enkele invloed hebben op de geldigheid van de gehouden stemming".

Artikel 18 (dat artikel 20 wordt).

Artikel 76.

Artikel 18, tweede lid, is een overgangsbepaling en moet bijgevolg naar de slotbepalingen worden overgebracht.

Het tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De bepalingen van de statuten die artikel 76 van dezelfde wetten overnemen, houden op gevolg te hebben twee jaar ...".

Artikel 19 (dat artikel 21 wordt).

.../...

Men schrijve :

"Art. 21. In artikel 77 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1978 en 5 december 1984, worden de woorden ...".

Artikel 20 (dat artikel 22 wordt).

Artikel 80.

De inleidende zin van artikel 20 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 22. In artikel 80 van dezelfde gecoördineerde wetten worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

De punten 1), 2) en 3) moeten worden vervangen door 1E, 2E en 3E.

De bepaling onder 1E zou beter als volgt worden geredigeerd :

"1Ein het eerste lid, gewijzigd bij de wet van 24 maart 1978, worden de woorden "...";".

De bepaling onder 2E zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"2Ein het tweede lid wordt de bepaling onder 7E, vervangen door de wet van 5 december 1984, vervangen door de volgende bepaling : "7E ...";".

De bepaling onder 3E zou beter als volgt worden geredigeerd :

"3Ehet derde lid, alsook het vierde en het vijfde lid, gewijzigd bij de wet van 5 december 1984, worden vervangen door de volgende leden : ...".

Het nieuwe derde lid moet worden aangevuld met de woorden "17 juli 1973".

Het nieuwe vijfde lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Hij bepaalt onder welke voorwaarden die formaliteit anders kan worden vervuld dan door het neerleggen van papieren stukken".

In het nieuwe zesde lid van het ontworpen artikel 80 lijkt de termijn van twee werkdagen te kort. Wegens de uitgebreide verificaties die de Nationale Bank van België moet doen, wordt voorgesteld die termijn te verlengen.

In het nieuwe achtste lid, tweede zin, schrijve men :
"Bij de afschriften die met toepassing van artikel 177bis worden afgegeven meer dan één maand nadat de voornoemde kennisgeving aan de vennootschap is gedaan, worden de controles gevoegd

.../...

waaruit is gebleken dat er fouten in de jaarrekening staan, tenzij die inmiddels zijn rechtgezet".

Artikel 21 (dat artikel 23 wordt).

Artikel 80bis.

Artikel 23 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 23. In artikel 80bis, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, ingevoegd bij de wet van 5 december 1984 en gewijzigd bij de wet van 21 februari 1985, worden de woorden "op de griffie" geschrapt".

Artikelen 22 tot 31 (die de artikelen 24 tot 33 worden).

Om de volgorde van de artikelen van de gecoördineerde wetten te respecteren, zouden de artikelen 22 tot 31 van de ontworpen wet op elkaar moeten volgen zoals hieronder wordt aangegeven :

26, dat 101bis wijzigt, wordt 24
27, dat 101ter wijzigt, wordt 25
28, dat 101quater wijzigt, wordt 26
29, dat 101quinquies wijzigt, wordt 27
30, dat 101sexties wijzigt, wordt 28
22, dat 177bis wijzigt, wordt 29
23, dat 177ter wijzigt, wordt 30

.../...

24, dat 177quinquies wijzigt, wordt 31
31, dat 191 wijzigt, wordt 32
25, dat 199 wijzigt, wordt 33.

Artikel 22 (dat artikel 29 wordt).

Artikel 177bis.

De inleidende zin zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 29. In artikel 177bis van dezelfde gecoördineerde wetten, ingevoegd bij de wet van 24 maart 1978, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

De punten 1), 2), 3) moeten worden vervangen door 1E, 2E, 3E.

De bepaling onder 1E zou beter als volgt worden geredigeerd :

"1Ein het eerste lid worden de woorden "naar het voorschrift van het derde lid van hetzelfde artikel" tweemaal vervangen door de woorden "naar het voorschrift van hetzelfde artikel";".

De inleidende zin van de bepaling onder 2E zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"2Een tweede lid, luidend als volgt, wordt in hetzelfde artikel ingevoegd :".

In punt 2), dat 2E wordt, is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst.

In de Franse tekst moet, zoals in de Nederlandse tekst, worden geschreven : "valent comme preuve des documents déposés".

In de tweede zin schrijve men : "... bij de griffie van de rechtbank van koophandel, van de Nationale Bank van België, op de wijze die de Koning bepaalt, afschriften van de in het eerste lid bedoelde stukken krijgen die betrekking hebben ...".

Voor punt 3), dat 3E wordt, wordt de volgende tekst voorgesteld voor het derde lid :

"De griffies van de rechtbanken van koophandel krijgen op verzoek kosteloos en onverwijld de in het eerste en het tweede lid bedoelde afschriften".

Artikel 23 (dat artikel 30 wordt).

Artikel 177ter.

Artikel 23 zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Art. 30. In artikel 177ter, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, ingevoegd bij de wet van 24 maart 1978, worden de woorden "naar het voorschrift van artikel 80, derde lid, en van het eerste lid van dit artikel" vervangen door de woorden "naar het voorschrift van artikel 80, eerste lid, en van dit artikel, eerste lid".

Artikel 24 (dat artikel 31 wordt).

Artikel 177quinquies.

De inleidende zin zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 31. In artikel 177 van dezelfde gecoördineerde wetten, ingevoegd bij de wet van 24 maart 1978, gewijzigd bij de wet van 5 december 1984, wordt paragraaf 2 vervangen door de volgende bepaling : "§ 2 :".

Bij vergissing staat de laatste zin van de ontworpen tekst tussen haakjes; deze moeten vervallen.

Artikel 25 (dat artikel 33 wordt).

Artikel 199.

De bepalingen onder 1) en 2) moeten worden vervangen door 1E en 2E, luidend als volgt :

"1Ehet tweede lid, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1975 en van 24 maart 1978, wordt vervangen door het volgende

.../...

lid : "Elke buitenlandse vennootschap waarvan de effecten zijn opgenomen in de officiële notering van een handelsbeurs, is ertoe gehouden haar akten neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel en haar jaarrekening bij de Nationale Bank van België. De effecten van de vennootschappen die deze verplichtingen niet nakomen, mogen niet in de beursnotering worden behouden;

2Ehet derde lid, ingevoegd bij de wet van 5 december 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling : "Artikel 80, tweede, derde, vierde, vijfde, zesde en zevende lid, is van toepassing".

Artikel 26 (dat artikel 24 wordt).

Artikel 101bis.

De inleidende zin zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 24. In artikel 101bis van dezelfde gecoördineerde wetten, ingevoegd bij de wet van 23 juli 1962 en gewijzigd bij de wet van 5 december 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

De bepaling onder 1E zou beter als volgt worden geredigeerd :

"1Ehet eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

.../...

"Art. 101bis. De vennootschappen mogen in aandelen converteerbare obligaties of warrants uitgeven".

Het nieuwe vierde lid, ingevoegd bij de bepaling onder 4E, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"4Een dochtervennootschap kan obligaties uitgeven met een recht van inschrijving op aandelen die worden uitgegeven door de moedermaatschappij. In dat geval moet overeenkomstig de artikelen 33bis en 34bis voor de uitgifte van obligaties toestemming worden verleend door de dochtervennootschap en voor de uitgifte van aandelen door de moedermaatschappij".

Artikel 27 (dat artikel 25 wordt).

Artikel 101ter.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 25. In artikel 101ter van dezelfde gecoördineerde wetten, ingevoegd bij de wetten van 23 juli 1962 en gewijzigd bij de wet van 5 december 1984, worden de woorden "...".

Artikel 28 (dat artikel 26 wordt).

Artikel 101quater.

De inleidende zin zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Art. 26. Artikel 101quater van dezelfde gecoördineerde wetten, ingevoegd bij de wet van 5 december 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

In de bepaling onder 3E, eerste lid, vooraan, schrijven men : "In het geval bedoeld in het tweede lid, mag ...".

Het nieuwe vierde lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Op naam moeten zijn gesteld en gedurende twaalf maanden mogen niet worden overgedragen, de aandelen waarop tijdens ... is ingeschreven naar aanleiding van een uitgifte van warrants die overeenkomstig dit artikel uitsluitend bestemd is voor één of meer bepaalde personen".

Artikel 29 (dat artikel 27 wordt).

Artikel 101quinquies.

De woorden "gewijzigd door" dienen te worden vervangen door de woorden "ingevoegd bij".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 30 (dat artikel 28 wordt).

Artikel 31 (dat artikel 32 wordt).

.../...

"Art. 36. In artikel 204 van dezelfde gecoördineerde wetten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1Ein de bepaling onder 2E, gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1978 en 5 december 1984, worden de woorden "eerste, tweede en vierde lid" vervangen door de woorden "eerste en tweede lid";

2Ein de bepaling onder 7E, gewijzigd bij de wetten van 23 juli 1962 en 5 december 1984, worden de woorden "of obligaties met voorkeurrecht" vervangen door de woorden "of warrants".

Artikel 35 moet als volgt worden geredigeerd :

"Art. 35. In artikel 201, 4E, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 5 december 1984, worden de woorden ...".

Artikelen 37 en 38 (die artikel 38 worden).

Artikel 37 van het ontwerp heft artikel 219 van de gecoördineerde wetten op en artikel 38 voegt in diezelfde wetten een nieuw artikel 219 in. Die twee artikelen moeten worden samengevoegd in één artikel, artikel 37, waarvan de inleidende zin als volgt moet worden geredigeerd :

"Art. 38. Artikel 219 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 10 november 1953 en opgeheven door dit artikel, wordt opnieuw opgenomen in de volgende redactie : "Artikel 219".

.../...

Artikel 40.

De inleidende zin zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 40. Artikel 12, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1975, wordt vervangen door het volgende lid : "De banken ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 41.

Voorgesteld wordt de nieuwe bepaling, die bij artikel 41 van het ontwerp wordt ingevoegd, in de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen, in te voegen vo,'o,'r de strafrechtelijke bepaling, zodat het nieuwe artikel 17bis wordt :

"Art. 41. Een artikel 17bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen :

"Artikel 17bis. Elk door een vennootschap aan derden toegekend recht dat ... en waarvan de uitoefening afhankelijk is van het uitbrengen van een openbaar overnameaanbod op de aandelen van de vennootschap of van een verandering van de controle die erop

.../...

wordt uitgeoefend, is nietig indien tot toekenning ervan niet is besloten ... en indien dat besluit niet ter griffie van de rechtbank van koophandel is neergelegd overeenkomstig artikel 10 van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935".

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J.-C. GEUS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle de
M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par
M. A. MERCENIER, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de H.
J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door
de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.